LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

« Conter c'est bien, recompter c'est mieux. »
Un trader de la Société générale

N° 1596
du 20 au 26 mai 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

FINANCE, RETRAITES: ILS ONT CHOISI.

M 02137 - 1596 - F: 2,00 €

Sommaire

Avortement libre ! *page 4*

Fait d'hiver, J.-M. Raynaud, *page 4*

Un squat **FOU,** par M. Darnault, *page 5*

Les brèves, *page 6*

Intermarché en lutte, par P. Thiesset, *page 7*

La baballe à **Boniface,** par J. Segal, *page 8*

L'écologie de P. Pelletier, *page 9*

La Suisse dégage ses pauvres, par D. Gillard, *page 12*

Almeria en ébullition, traduit par R. Pino, *page 15*

Pas tous **pourris,** par la FAI, *page 16*

Papiere ! par Olynx, *page 17*

Charters allemands, par Olynx, *page 18*

Polar féminin, par B. Rey, *page 18*

Le voile se lève, par H. Hurst, *page 19*

La brochure de RL, *page 20*

La vie du **mouvement,** *page 21*

Tout sur **les programmes** de Radio libertaire, *page 22*

L'agenda en attendant l'été, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59
Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Christine Lagarde, ministre des nuisances de la ploutocratie hexagonale, entonnait il y a moins de deux ans un édifiant titata médiatique, qualifiant de simple « trou d'air » la crise mondiale due aux banquiers fous. Las, il a fallu en rabattre. À ce jour, la crise, les échotiers en ont plein la bouche et s'en gargarisent avec délectation, tantôt pessimistes Cassandre, tantôt chantres appointés des thèses officielles. L'anniversaire des trois ans de règne de qui-l'on-sait a été discrètement escamoté par l'intéressé, pour cause de fausses promesses et de médiocrité : bouclier fiscal maintenu contre toute logique et équité, utilisation cynique de la crise contre les retraites, les aides sociales (-10 %), les fonctionnaires et le service public en général. Tout cela serait dû à un endettement non négligeable qu'il faut rembourser à raison de 42 milliards d'intérêt par an. M. Bernard Maris, que l'on imagine mal un couteau entre les dents, constate sur Radio-Paris que cette somme rondelette correspond à la moitié des dépenses publiques et salaires des fonctionnaires hors pension. D'après la bienvenue traduction de M. Maris, ça veut dire qu'on rend aux banquiers prêteurs 42 milliards par an, gagnés sans travailler, et que, pour ce faire, les politicards ont décidé de tailler dans les effectifs et les salaires de ceux qui justement travaillent : la dette sociale est sacrifiée à la dette financière. À rapprocher du trou farceur de la sécu, payé trois fois par les bonnes pommes : une première fois dans les charges salariales, une seconde fois par la CSG toujours salariale, une troisième enfin par les contre-réformes d'austérité qui déferlent. Exonérations, boucliers et autres niches fiscales en dispensent bien sûr les plus aisés ; enfin, ceux qui n'auraient pas déjà choisi plus simplement depuis longtemps de ne pas payer du tout de charges patronales en abusant du chantage aux licenciements (armée, grands industriels, etc.). Finances ou retraites, ils ont choisi ! Ailleurs, les dettes des PIGS (élégante appellation financière des Portugal, Irlande, Grèce et Espagne) sont autant de sources de juteux profits pour les félons qui prêtent à 5 ou 10 % l'argent qu'on leur cède entre 1 et 3 %. Milton Friedman et la sinistre École de Chicago peuvent pavoiser : plus il y a de désastres et de misère, plus il est facile aux dirigeants d'infliger l'insupportable à leurs peuples de clients. Belle image que celle des 800 000 litres de merde noire répandue chaque jour vers les côtes de la Louisiane par un capitalisme visqueux et mortifère. Face à tant d'hypocrisie, de détournements et de rackets, les révoltes, la révolution, la reprise en main de nos affaires sont plus que jamais d'urgence. Sinon, on va bientôt manger à la table qui recule.

Des écureuils en colère

Voici le récit sur le vif d'une grève à la Caisse d'épargne. Les grévistes ont eu gain de cause et cela fera l'objet d'un autre article dans ces colonnes la semaine prochaine. Catherine, l'une des militantes en lutte, écrivait ces lignes fin avril.

La rédaction

Depuis le 13 avril, les salariés de la Caisse d'épargne Île-de-France sont en grève à l'appel des syndicats CGT, SU/Usa et Sud. Les centrales CFDT, CGC et FO, non seulement ne se sont pas jointes à la grève, mais tentent par tous les moyens de la briser, avec l'appui de la direction… Qu'en dire, si ce n'est que les traîtres mériteront le sort qui leur sera fait et que ce ne sera que justice… Déjà bon nombre d'adhérents FO et CFDT sont dans le mouvement et déchirent leur carte.

Les revendications portent tant sur les salaires que sur le PSE qui est en cours dans l'entreprise. Dans les mesures salariales, les grévistes demandent que leur soit versée l'intégralité de la part variable (à l'heure actuelle, seuls 40 % leur sont versés), la totalité de l'intéressement (20 % leur sont versés par rapport à l'année précédente), tout cela par des jeux d'écriture comptable, alors que de l'argent il y en a dans les caisses de l'entreprise. Il est également revendiqué un rattrapage du pouvoir d'achat à hauteur de 5,4 % avec un plancher de 140 euros par mois. Par rapport aux mesures concernant le PSE, les grévistes exigent qu'il n'y ait aucun licenciement contraint.

Tous les jours, une assemblée générale des grévistes se tient au 7, rue Mornay, à Paris 4e, AG lors de laquelle les 4 à 600 grévistes présents débattent des actions à mener et de la reconduction de la grève. De 1 000 à 1 200 grévistes chaque jour, sur 5 300 salariés inscrits, dont il faut déduire ceux en congés, qui sont malades, sans solde, etc. En gros, 30 % du personnel en grève.

Plus de 800 grévistes ont manifesté jeudi dernier et une nouvelle manifestation est prévue pour jeudi prochain.

La direction refuse de négocier réellement et le peu d'avancées auxquelles elle condescend sont refusées par l'AG.

Cette grève est exemplaire à plus d'un titre.

Par sa durée : plus de trois semaines, dans le secteur bancaire. Il faut remonter aux années 1980 pour voir de telles grèves.

Par sa population : beaucoup de jeunes, sortant pour la majorité d'écoles de commerce et s'étant fait bourrer le mou sur les bienfaits du capital ! Aujourd'hui, ces jeunes salariés remettent en cause, si ce n'est le système capitaliste dans son ensemble, au moins l'un de ses piliers : le salaire au mérite, la course aux profits, etc., et parlent de « dignité ».

Par sa motivation : les « anciens » sont restés convaincus que la Caisse d'épargne ne devrait pas être une banque comme les autres, avec pour objectifs le financement du logement social, les missions d'intérêt général, la lutte contre l'exclusion bancaire des plus défavorisés, etc., et continuent de vouloir exercer leur métier au service des clients et non des actionnaires. Les jeunes, qui n'étaient pas convaincus par les motivations des plus anciens les rejoignent aujourd'hui.

Par la solidarité intergénérationnelle, qui découle de ce qui est expliqué plus haut.

Ce sont ces raisons qui expliquent le silence de la presse écrite, parlée et télévisée (sauf rares exceptions) et ce d'autant plus que le dirigeant du nouveau Groupe Caisse d'épargne/Banques populaires est Monsieur François Perol, ami intime de Monsieur Sarkozy…

La lutte continue, et continuera jusqu'à l'aboutissement des revendications. Les patrons comptent sur le pourrissement, nous savons pouvoir compter sur la solidarité tant morale que financière de nos camarades, qui est présente depuis les premiers jours de grève.

El pueblo unido jamas sera vencido !

Catherine
dite la Louise

Contre la Marche pour la vie

Bordeaux : appel au rassemblement du samedi 29 mai à midi, place de la Comédie

Les intégristes du collectif Oui à la vie (qui regroupe SOS-tout-petits, Mère de miséricorde, Soigneurs porteurs d'espérance, Laissez les vivre, centre Charlier, etc.), d'obédience chrétienne, imposent l'avortement comme un problème moral et fondent leur doctrine sur une double argumentation : la protection de toute vie, de son début embryonnaire à sa fin, et la soumission aux lois de la nature comme expression de la volonté divine.

Ils partent d'un fait scientifiquement fondé : il existe des cellules vivantes, des organismes vivants, mais ensuite, par une pirouette intellectuelle, cet amas de cellules devient une personne humaine dotée d'une âme mais sans aucune liberté de choix (l'âme appartient à Dieu).

Au nom du respect de « la vie », ils véhiculent un modèle de société où la personne ne décide de rien, femme réceptacle, homme « chef de famille », enfants « don de Dieu ». Hors de la famille point de salut, nulle place pour d'autres modes de vie.

L'Église institue la famille dans le cadre « sacré du mariage » comme pivot central pour contrôler les individus : la cellule familiale est sous l'autorité du chef de famille, la femme, mère au service de tous, les enfants éduqués à la soumission, réceptacles des valeurs et traditions, ont pour seule fonction de les pérenniser.

Ce schéma réactionnaire et patriarcal, de fait homophobe et transphobe, condamne la monoparentalité, l'union libre, etc.

Nous nous revendiquons comme sujets à part entière.

Respect de nos choix de vie : vie amoureuse sous le même toit ou pas, pour un jour ou pour la vie, avec un(e) seul(e) ou avec plusieurs, célibat, enfant ou non…

Abolition du genre : le sexe biologique ne détermine plus la place des individus, les catégories hommes-femmes cessent d'être la norme de référence pour l'organisation de la société.

Libre choix de nos sexualités à condition qu'elles reposent sur le libre consentement entre les individus : pratiques sexuelles entre femmes, entre hommes, entre hommes et femmes, avec ou sans pénétration, où on veut quand on veut…

Droit à une éducation sexuelle.

Droit à une éducation non sexiste.

Contraception et IVG libres et gratuites. Pour l'IVG, nous revendiquons l'allongement des délais, la gratuité totale sans condition de nationalité, une information claire et un accès simple aux services hospitaliers, l'abrogation de la loi de 1920 (pénalisation de l'avortement).

Pour la contraception : accès libre et gratuit, développement de la recherche.

Possibilité de décider de mettre fin à sa vie.

Notre corps nous appartient. Nous ne laisserons personne remettre en cause les droits acquis ni décider de nos vies.

Collectif féministe Ovaires et contre tout
Des membres du Cercle Jean-Barrué, groupe anarchiste bordelais

---

La fin du lycée d'Oléron

En 1985, dans la foulée de l'arrivée de la gauche au pouvoir (merci à Gabriel Cohn-Bendit et à Alain Savary), le Cepmo (Centre expérimental polyvalent et maritime en Oléron) ouvrait ses portes sur l'île d'Oléron (Charente-Maritime). Vingt profs. Une centaine d'élèves en perdition scolaire. Un projet pédagogique et éducatif relevant plus ou moins de l'autogestion. Vingt-cinq ans plus tard, une réussite certaine.

Tous les enfants de l'école libertaire Bonaventure ont poursuivi au Cepmo. Tous ont eu le bac, et, surtout, davantage. Un passeport pour l'autogestion de leur vie.

À la rentrée prochaine, c'en sera terminé de tout cela !

L'État, la région, le département, la commune se renvoient la balle.

La commune, propriétaire des locaux, dit ne pas pouvoir faire face au coût des travaux de mise aux normes de sécurité. Et, avec juste raison (les communes ne sont responsables que des écoles primaires) que ce n'est pas son problème.

Alors, on va fermer le lycée. Comme une « vulgaire » usine avec de « vulgaires » ouvriers. Soit vingt-cinq ans de réussite pédagogique et éducative jetés à la poubelle, comme ça, du jour au lendemain.

La faute à qui ?

À l'État, à la région, au département, à la communauté de communes, à la commune (qui, c'est vrai, a quelques projets immobiliers sur le site du lycée), à…

Reste la question qui tue : pourquoi le lycée expérimental d'Oléron n'occupe-t-il pas, sauvagement, les locaux de l'État, de la région, du département, de la commune ? Et, pourquoi pas ceux de l'école libertaire Bonaventure ?

Ah, oui, mais là, ça serait politique !

Effectivement !

Qui a dit que l'autogestion pédagogique n'était pas une fin en soi ?

Bonne chance, néanmoins, camarades pas franchement combatifs !

Sachez juste que pour Bonaventure, c'est quand vous voulez !

Le café est, même, déjà prêt !

Jean-Marc Raynaud

Soyez FOU

Le printemps des squats parisiens

Vous êtes un as du poker de carotte, mais vous ne savez pas réparer un vélo ni parler la langue des signes. Vous pourriez être fasciné(e) par la danse-tissu en suspension, mais vous ne vous en doutez pas, car vous cultivez plutôt une prédilection pour l'érotico-gore, le feng shui ou la course de caisses à savon. Et vous avez du temps libre en ce moment… Seul remède : tombez la camisole et faîtes votre baptême du FOU. Du 21 au 30 mai, la 5e édition du Festival des ouvertures utiles se propose de combler la case manquante et d'ouvrir des portes trop souvent dérobées. Distillée sur Paris et ses alentours par une quinzaine de collectifs de squatteurs, cette potion contre la sclérose culturelle se composera d'un savant dosage de concerts (chanson française, hip hop, rock, folk, dub, drum'n'bass, flamenco…), de performances artistiques dézinguées (cabaret, théâtre, danse, body art) et de phases plus méditatives (slam, poésie, expos photos, débats, projections). Et que vous soyez adepte de la merguez noircie à souhait ou du radis sans sel et sans OGM, les repas prévus devraient vous éloigner du bar un temps suffisant pour révérer le vieil adage des nuits blanches : « Un bon fêtard est un fêtard repu. »

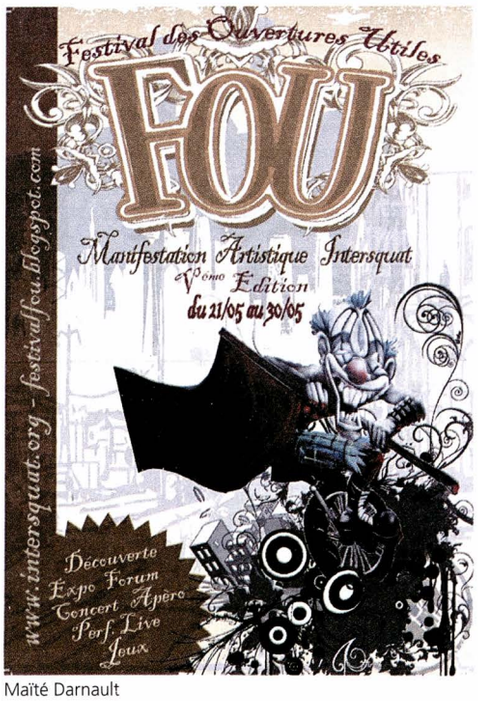
À l'initiative de ce festival, l'Intersquat de Paris, qui fédère des collectifs de la scène alternative parisienne, et leurs lieux de vie et de création. Des espaces d'expression citoyenne souvent fragiles, car soumis à l'omnipotence des pouvoirs publics en matière d'occupation des friches et des bâtiments inhabités au sein de la ville. Parmi les lieux qui accueillent le FOU, si certains ont régularisé leur situation, d'autres pourraient disparaître du jour au lendemain. À commencer par la Miroiterie, l'un des plus anciens squats artistiques de Paris et l'un des symboles de la scène alternative européenne : le promoteur immobilier qui a racheté l'ensemble des lots du site s'est vu confirmer ses pleins droits le 16 février 2010 par le tribunal de grande instance du XXe arrondissement, condamnant la trentaine de squatteurs à libérer les lieux « sans délai » et à payer une indemnité de 2 800 euros par mois d'occupation à compter de mars 2009.

Si la sanction n'a pas été appliquée depuis, les Miroitiers avaient manifesté, déguisés en moutons blancs, le 14 mars dernier, jour de la fin de la trêve hivernale, pour « revendiquer une place pour les artistes dans un Paris qui n'en finit pas de s'assagir, de s'assoupir dans le mol oreiller du consensus et des principes de précaution. Nous ne demandons ni places ni prébendes, mais une forme de tolérance : exister dans les interstices de la ville, occuper temporairement ses friches, vivre au plus intime des quartiers, sans être attaqués, traînés en justice, vilipendés. Les municipalités ont les moyens légaux de confier temporairement à des collectifs d'artistes des espaces urbains en déshérence ; certains l'ont fait, en France et ailleurs. Que fait Paris ? » À vrai dire, pas assez ou pas vraiment : lors du conseil municipal des 12 et 13 mai 2009, la Mairie, propriétaire d'un certain nombre de ces lieux inoccupés, avait pourtant réaffirmé sa volonté de les mettre à la disposition des collectifs de squatteurs : « Le Conseil de Paris émet le vœu que les services de la ville de Paris procèdent au recensement des locaux municipaux provisoirement vacants […] et analysent les possibilités techniques et économiques de mobilisation temporaire de ces locaux […], que les services procèdent au recueil des besoins exprimés par des associations ou des collectifs associatifs, notamment culturels et artistiques, à la recherche de locaux d'accueil à titre temporaire. »

« Temporaire », « provisoire » : il s'agit bien là de l'une des spécificités du mouvement des squats en France, le nomadisme, que défend l'Intersquat de Paris. « Les lieux vides sont une offre, explique Dimitri, à La Petite Rockette. Nous formulons la demande, encouragée par la Mairie, qui tient pourtant un double discours : elle se félicite de nos initiatives sociales et culturelles, mais elle est la première à freiner les occupations pour des détails. Peut-être qu'elle craint qu'on ne veuille plus partir quand elle l'aura décidé… Mais le nomadisme est aussi pour nous une solution pour ne pas s'enterrer, pour renouveler nos initiatives, conserver un dynamisme permanent. On revendique la possibilité et la nécessité d'avoir le choix. » Et de cultiver la différence : né en 1978 et relancé en 2008, le principe fédérateur de l'Intersquat n'établit pas de dogme commun intangible : « Pour le festival, la communication sur la programmation est regroupée, mais elle reste propre à chaque lieu, précise Dimitri. C'est une mise en réseau, afin de connaître les besoins de chacun et fluidifier les échanges. » Pour cette édition 2010, le FOU attend de 10 000 à 15 000 spectateurs. Chaque soir, un des squats est désigné « QG » : le point de rendez-vous des organisateurs de l'Intersquat, mais aussi une manière de souligner une manifestation et d'encourager la fréquentation d'un lieu en particulier… Comme La Suite, moins connue que la mythique Miroiterie, mais expulsable depuis près de six mois, et qui ne devrait très certainement pas passer l'été.

Maïté Darnault

www.intersquat.org et festivalfou. blogspot. com



Maïté Darnault

Brèves de combat

Marche des sans-papiers

La centaine de marcheurs, depuis son départ de Paris le 1er mai et qui doit atteindre Nice le 31, où se déroulera le sommet franco-africain, a dépassé Migennes et a été accueillie triomphalement par le maire d'Auxerre. Ils ont tenu un meeting au centre de la ville et ont été hébergés dans les hauts d'Auxerre. Les marcheurs ont été bien accueillis à Chalons-sur-Saône, Macon et Chenove (près de Dijon) où malgré leur mal aux pieds, ils ont dansé sur la place Coluche !

Autoréduction !

Une quarantaine de chômeurs et précaires en lutte se sont rendus au Monoprix Colombia au centre-ville de Rennes, afin de faire une autoréduction négociée. Après avoir rempli des paniers de victuailles, ils se sont rendus aux caisses qu'ils ont bloquées. Pendant ce temps, quelques-uns d'entre eux exigeaient une négociation immédiate avec la direction du magasin. Le directeur a refusé toute négociation et a appelé aussitôt la police. Celle-ci fut sur place dans les 5 minutes puisque les RG étaient déjà présents sur les lieux. Les quelques clients présents ainsi que les salariés de la grande surface ont fait part d'une certaine sympathie à l'égard du mouvement de grève et de l'action. Un petit moment de flottement a permis aux flics d'interpeller une personne. Un rassemblement de soutien au camarade a eu lieu devant le commissariat central.

Manif antifa

Succès de la manifestation antifasciste du 9 mai. Si celle-ci n'a pas empêché la manifestation d'extrême droite d'avoir lieu, elle a montré clairement l'opposition entre un défilé sectaire et haineux d'extrême droite et une manifestation initiée par des libertaires (la Fédération anarchiste était partie prenante de l'organisation). Du monde, des pauses symboliques d'hommage à la résistance et aux victimes de la police française... La veille, lors du Salon du livre libertaire, un débat sur la lutte antifasciste avait fait salle comble.

Salon du livre libertaire

Cette année, la 2e édition du Salon du livre libertaire, à l'Espace des Blancs-Manteaux dans le Marais à Paris, recevait une centaine d'auteurs et d'éditeurs libertaires. Les visiteurs ont été très nombreux le samedi et, devant l'insistance du public, le salon a dû reculer la fermeture d'une heure et demie le dimanche après-midi... Radio libertaire émettait en direct, les interviews d'auteurs se succédaient toutes les demi-heures. Un moment sympa aussi pour les gamins : des camarades de la FA région parisienne ont organisé des contes libertaires pour enfants (dont l'histoire d'un roi qui a perdu sa couronne et finit par lui préférer la casquette...). À l'année prochaine ?

Trop d'agressions homophobes

Une semaine avant la Journée internationale contre l'homophobie, célébrée le 17 mai dans plus de cinquante pays à travers le monde, SOS homophobie a rendu public son rapport annuel. Basé sur les 1 200 témoignages recueillis par l'association au cours de l'année 2009, sur ses lignes d'écoute et sur son site Internet. Dressant un tableau de l'homophobie en France, son objectif est de mieux la cerner pour mieux l'éradiquer. Il ressort de cette nouvelle édition que le nombre de témoignages rapportant des agressions physiques est passé de 61 en 2008 à 88 en 2009, malgré la présence d'une loi les punissant sévèrement. Alors pourquoi des lois ?

Collectif en colère

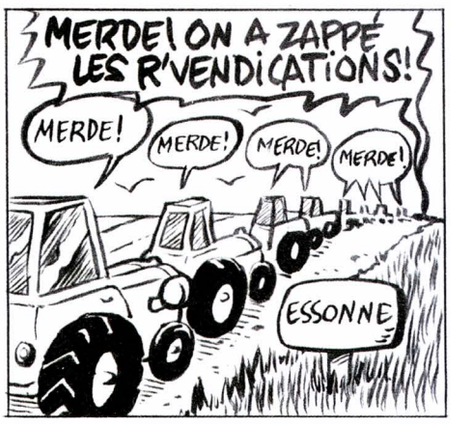
Un collectif d'handicapés a annoncé avoir saisi le préfet de la Moselle après l'expulsion d'une famille de Kosovars sans papiers, dont un enfant polyhandicapé. Ardy Vrenezi, âgé de 15 ans, était soigné à Freyming-Merlebach (Moselle) pour une maladie dégénérative dans un institut d'éducation motrice, mais le 3 mai des gendarmes exécutant une décision préfectorale d'expulsion l'avait conduit en centre de rétention. Rien ne les arrête...

L'État bien au-dessus des lois !

Les quelques dizaines de femmes qui campaient dans un immeuble vide appartenant à un particulier dans le 15e arrondissement de Paris ont été évacuées vendredi 14 mai par la police. Les forces de l'ordre sont intervenues vers 8 heures pour faire évacuer le campement de bâches et de cartons installé depuis cinq jours devant le 180, rue de la Croix-Nivert. Soutenues par l'association Droit au logement (DAL), les femmes avaient l'intention d'entamer « une action longue durée » pour obtenir leur relogement dans le cadre du droit au logement opposable (Dalo), une loi qui impose à l'État de loger toute personne qui n'est pas en mesure de le faire par ses propres moyens. Encore une loi bardée de bonnes intentions et vachement appliquée !

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



Licenciés pour faute grève

À Levet (Cher), des employés d'Intermarché ont osé faire grève pour conserver une prime d'intéressement. Après une semaine de conflit, la gendarmerie les a délogés. Cinq « meneurs », parmi lesquels des syndicalistes FO et CGT, sont sous la menace d'un licenciement. Quinze autres font l'objet d'une sanction disciplinaire.

« Apporter aux points de vente le meilleur service au coût le plus bas », « gagner en productivité », « livrer partout, mieux et moins cher », « améliorer la performance » : telle est l'obsession d'ITM Logistique International [1]. Dans leur guerre contre la vie chère, les valeureux Mousquetaires n'hésitent pas à presser leurs serviteurs. Sur la base logistique Intermarché de Levet, les corps sont à bout. « Les anciens sont complètement cassés, témoigne un salarié. La moitié du personnel porte une ceinture pour le dos. On ramasse des colis pliés en deux, et les cadences sont tout le temps augmentées. »

Ça ne suffit pas. Lors de la dernière négociation annuelle obligatoire, la direction supprime la prime d'intéressement. « Ça représentait l'équivalent d'un mois de salaire, chiffre Fatih Boussalmi, délégué CGT depuis 1986. Ce n'est pas rien, quand tout le monde est au Smic… Depuis cinq ans, les salaires sont bloqués. Le cariste le mieux payé, qui a 28 ans d'ancienneté, touche 1 200 euros par mois. »

La colère monte. Outre le maintien de la prime d'intéressement, les employés demandent de mettre un terme aux heures supplémentaires abusives et aux changements d'horaires incessants, de respecter la vie familiale, d'arrêter la polyvalence effrénée, et d'en finir avec la pression sur les élus du personnel.

Le 17 mars, la grève commence. Ils sont 71 manifestants, sur les 226 salariés de l'entreprise. Les jours passent… Ils n'obtiennent rien. Pas la moindre négociation. Lorsqu'ils sont reçus à l'inspection du travail, la direction refuse même de répondre à l'invitation. « Elle a laissé pourrir le mouvement, constate Fatih Boussalmi. Le patron nous a carrément dit : « Il y a 10 % de chômeurs en France. Vous, vous avez du travail. » » Non mais, de quoi se plaignent-ils ?

Malgré les intimidations, les privilégiés continuent. Face au mutisme de la hiérarchie – « On n'a même pas pu avoir la direction générale au téléphone », précise Raphaël Courroux, délégué FO –, ils mettent en place des barrages filtrants. Puis bloquent le site. Les camions ne passent plus. Les commandes sont prises en charge sur d'autres bases. La direction dépêche un huissier. Du doigt, elle lui désigne cinq « meneurs », parmi lesquels quatre élus du personnel. Elle les assigne en correctionnelle. Le tribunal de grande instance de Bourges juge la grève illicite. Les cinq n'ont plus le droit de se rendre sur le piquet. Et le 24 mars, la préfecture envoie douze gendarmes pour déloger les derniers grévistes [2]. « Ils nous ont fait comprendre que si on ne partait pas, c'est eux qui allaient enlever le piquet de grève », décrit un manifestant.

Les grévistes étaient pacifistes, ne séquestraient personne, ne menaçaient pas l'ordre public. Mais ils ont osé bloquer le site ! Pour la direction, pour la préfecture, pour le tribunal, c'est interdit. Les manifestants sont priés de rester sur le trottoir, sagement, et de ne pas faire trop de bruit. « C'est très, très grave. Le droit de grève est bafoué », s'inquiète le délégué CGT. « Accusations infondées », rétorque le directeur, Carlos Français, sans développer davantage. Jean-Claude Sandrier, député communiste venu soutenir les ouvriers, est révolté : « J'ai écrit à la préfète. Elle ne m'a toujours pas répondu. Son attitude est irresponsable, disproportionnée. Elle ne règle aucun des problèmes sociaux de l'entreprise. Au contraire, ça peut faire dégénérer la situation. »

Au lendemain de l'intervention de la bleusaille, la direction d'Intermarché interdit l'entrée des grévistes. Quinze « bloqueurs » font l'objet d'une sanction disciplinaire. Les cinq « meneurs » sont mis à pied. Ils reçoivent une lettre de licenciement, « pour faute grave ». Le délégué FO Raphaël Courroux a eu accès aux documents explicitant son propre licenciement : « Les griefs sont complètement inventés. C'est un tissu de mensonges. Il n'y a pas un mot qui soit vrai. C'est honteux. Il y a une volonté de punir pour donner l'exemple et faire en sorte que ça ne recommence pas. »

« Nous avons affaire à une direction tyrannique, complète Fatih Boussalmi. Les délégués syndicaux sont gênants, donc il faut s'en débarrasser. » Le cégétiste en sait quelque chose. Voici deux ans, son directeur, Carlos Français, l'a attaqué en justice : il n'avait pas apprécié de se voir caricaturer en Sarko dans un tract. Le 12 mars dernier, le despote l'a violemment poussé alors qu'il préparait des appels à la grève. Résultat : huit jours d'interruption temporaire de travail. « Il m'a esquinté le dos. J'ai déposé plainte, mais c'est moi qui me retrouve en procédure de licenciement… »

Du côté de FO, le traitement est tout aussi agressif. « Depuis l'arrivée de la nouvelle direction, il y a une guerre menée contre les syndicalistes, alerte Raphaël Courroux. Plus de la moitié des élus du personnel a déjà subi des sanctions ou des brimades. » Notamment les cadres : « Dans le comité d'entreprise, il y a un poste pour les agents de maîtrise. Comme la CGC n'est pas représentée sur le site, ils se syndiquent chez FO. Tous se font démonter. Ils ne restent jamais plus de quatre mois sans rencontrer des problèmes. Un agent de maîtrise a été rétrogradé, un autre est en cours de licenciement, l'une est partie suite à une rupture conventionnelle, un autre a été mis à pied pour faute lourde… Ça en fait six qui défilent comme ça. On en a même un qui est tombé en dépression au bout de deux mois. »

En France, le droit de grève est reconnu depuis 1881, la liberté syndicale depuis 1 884. Mais les Mousquetaires sont restés dans leur XVIIe siècle de capes et d'épées. Pas de doute, ils excellent dans l'art de couper des têtes.

Pierre Thiesset

---

1. Citations extraites du site internet de l'entreprise : logistique-mousquetaires.com.

2. Nous avons essayé de joindre Madame la très zélée préfète du Cher. Malgré le petit nombre de questions (« En quoi cette grève nécessitait-elle l'intervention de la gendarmerie ? Pourquoi ne pas avoir nommé un médiateur pour essayer de régler le conflit ? Beaucoup ont le sentiment que vous avez bafoué le droit de grève et fait le jeu de la direction. Que répondez-vous à ces accusations ? »), la Thatcher du Berry n'a pas pris le temps d'y répondre.

Un géopolitologue du sport

au pays des islamistes et du flouzeball [1]

L'Iris, l'Institut de relations internationales et stratégiques est une association reconnue d'utilité publique – ils font bien de le préciser sur leur site ! Intéressons-nous à son directeur, Pascal Boniface. Dans son dernier « livre », *Pourquoi tant de haines* (Éditions du Moment), il est présenté en quatrième de couverture comme spécialiste de la « géopolitique du sport ». Cet ensemble de feuillets imprimés recto verso et reliés entre eux (soyons objectifs) avait pour objet de s'en prendre à ceux ayant osé critiquer un footballeur qui, en trichant (il a marqué un but de la main), avait qualifié l'équipe de France pour la grand-messe des crétins en crampons qui se tiendra cet été en Afrique du Sud. Feuilletant ces pages, on trouvait avant tout des attaques *ad hominem*, car, selon l'auteur, « ce geste [la main du footballeur] a été condamné par des personnalités dont pourtant chaque instant de la vie n'est pas exemplaire, qui ne sont pas toujours à la pointe de l'arbitrage des élégances, dont la pureté morale [*sic*] comporte des zones d'ombre » (p. 11). À ce catalogue non raisonné, notre chevalier de la morale mêlait maladroitement une défense inconditionnelle des milliardaires jouant à la baballe, et qui, eux, « ne génèrent pas du chômage mais des emplois » (p. 48).

Ce florilège de propos de comptoir a fait l'objet d'une promotion impressionnante dans les principaux médias, à laquelle on a aisément accès en devenant « fan » de la page de Boniface sous Facebook.

L'expérience est édifiante. Le 11 février, notre grand spécialiste de géopolitique écrit : « 15 500 militaires et policiers, un coût de 667 millions d'euros (sur un budget global de 3,9 milliards d'euros) pour la sécurité des JO de Vancouver. Pas une zone géopolitique à risque, pas de mouvement séparatiste armé comme en Angola ou de violence quotidienne élevée comme en Afrique du Sud. Désormais, les événements sportifs mondialisés seront toujours entourés de dispositifs impressionnants de sécurité. Leur hypervisibilité est le gage d'une hyperfragilité. » On aurait pu espérer du fin géopolitologue une lueur de lucidité sur la nature réelle de cette manifestation, mais non ! [2]

Passé la mi-février, tout s'emballe pour la promo de son livre : le mardi 16, c'est France Info à 8 h 45 puis le « Grand journal » de Canal+ en soirée ; le 3 mars, on l'entend au « Fou du roi » et le lendemain dans l'émission « Les grandes gueules », sur RMC. Le 9 mars, il nous annonce qu'il « sera ce soir à « C dans l'air » à propos de l'équipe de France et Raymond Domenech ». On le retrouve ensuite au forum-débat de Beur FM, « sur l'actualité internationale et [s] on livre *Pourquoi tant de haines ?* ».

Mais il ne faut pas croire qu'il ne pense qu'à la promo de ses écrits ! Le 23 mars, il gratifie ses « fans » de cette information : « Pascal Boniface [était] heureux d'avoir organisé ce matin une réunion au siège de la Fédération française de football entre Jean-Pierre Escalette et Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, sur le problème des enfants étrangers privés de licence pour lutter contre le traffic [*sic*] de jeunes joueurs. » Comme si les formes d'esclavage moderne que la planète foot a mises en place allaient être critiquées par M. Boniface !

Et il voyage, le bougre ! Toujours sur Facebook, il s'est enorgueilli de participer, du 28 mars au 1er avril, au séminaire franco-chinois organisé par Mme Fu Ying, vice-ministre des Affaires étrangères, destiné à préparer la visite en Chine du président Sarkozy à la fin du mois. *Le Figaro*, dans son édition du 2 avril, nous apprenait que « la rencontre a [vait] été organisée par les autorités de Pékin, soucieuses de mieux faire passer leur message auprès d'une opinion publique française qu'elles jugent parfois « antichinoise » ».

Enfin, *last but not least*, toujours le 2 avril, le grand voyageur postait sur sa page : « Conférence demain au Bourget à 11 h 40 pour la réunion annuelle de l'UOIF sur le thème « Conflit des civilisations : une peur légitime ? » ». L'UOIF, c'est l'Union des organisations islamiques de France, le fer de lance des Frères musulmans, violemment hostile à la laïcité. Les conférences du congrès étaient retransmises en direct sur l'internet. Dans une salle mêlant femmes voilées et barbus, Boniface a tenu des propos tout simplement démagogiques, quelques heures avant Tariq Ramadan. Critiquant (avec raison) la théorie du choc des civilisations (de Samuel Huntington), il s'est plaint du fait qu'aujourd'hui la présence occidentale dans les pays arabes soit « vingt-deux fois plus importante qu'au temps des Croisades » – comparaison dénuée de sens. Mais l'essentiel de son propos concernait la lutte contre le terrorisme. Et là, pas un mot sur l'islamisme ! Bien sûr, dans le conflit israélo-palestinien, il a plaidé pour une solution de deux États et un partage de Jérusalem en deux capitales (et on peut le rejoindre sur ce point), mais il est pour le moins curieux que le simple nom d'Al-Qaida n'ait pas été mentionné dans sa conférence. Sa conclusion fut : « La meilleure façon de s'attaquer au terrorisme, c'est de lutter pour qu'enfin les Palestiniens puissent exercer leur droit légitime [droit des peuples à disposer d'eux-mêmes]. » Un peu léger, non, pour un géopolitologue ?

Le 6 avril, juste après son intervention chez les barbus, Boniface invitait dans son institut quelques personnes triées sur le volet pour écouter Alain Cayzac qui donnait « les clefs de la réussite pour mériter sa Rolex » (titre de la conférence). Cayzac, c'est l'ancien président du PSG, qui sort justement un livre, *Tout ce qu'on ne vous a pas appris à l'école* aux Éditions du Moment chez qui vient de paraître le « livre » de Boniface. Reste à voir si les barbus de l'UOIF auront le droit, eux aussi, à leur retour d'ascenseur, et sous quelle forme.

Jérôme Segal

---

1. Pour une critique radicale du sport marchandisé, voir la revue *Quel Sport ?* (quelsport.org), notamment le n° 10/11, décembre 2009, « Flouzeball : les crétins du crampon », p. 143-161.

2. Pas un mot, par exemple, sur le conflit opposant les Indiens habitant la région choisie pour les JO et les autorités olympiques (voir « Voleurs olympiques », *Le Monde libertaire*, n° 1585, p. 12).

Tina or not Tina ?

Et les anarchistes dans tout ça ?

Philippe Pelletier

Les révolutions industrielles et l'essor démographique de l'humanité, qui passe d'un milliard d'habitants en 1800 à plus de six milliards en 2000, entraîneraient un changement radical de paradigme. Désormais, nous serions confrontés à un « épuisement de la quasi-totalité des réserves de la planète » d'ici la fin du XXIe siècle. Nous irions « plus vite que la planète ne peut le supporter » (deux phrases choc de *Home*, le film de Yann Arthus-Bertrand). La Terre serait en surcharge.

Mais ce constat — qui est en réalité un discours, une idéologie — est faux. Car il est mal posé.

Entendons-nous bien. Ce n'est certainement pas moi qui nierais la raréfaction actuelle de certaines ressources ou les problèmes posés par certaines surexploitations (comme la surpêche — j'en ai parlé dans le *ML* hors série de l'été 2009 et dans le *ML* n° 1589 — ou le surpaturâge), même si des discussions scientifiques, c'est-à-dire des enjeux politiques et économiques, existent quant à leur évaluation précise. Ce n'est pas moi non plus qui cesserais d'alerter sur la pollution des sols (notamment des sols industriels, qu'on oublie trop souvent), de l'atmosphère ou des eaux [1].

On peut ajouter — comme je l'ai déjà écrit — que les hommes connaissent en réalité mal leurs propres écosystèmes et la « biodiversité » de la Terre, dont on ne peut pas vraiment évaluer la richesse et par conséquent l'éventuel appauvrissement puisque nous découvrons régulièrement de nouvelles espèces. Ce fut le cas lors de la dernière éruption volcanique à La Réunion dont la coulée de lave descendant jusqu'à la mer fit remonter des fonds sous-marins des espèces dont nous ignorions l'existence.

Un écran de fumée

Mais ce serait une grave erreur de juger que le capitalisme ne fait que détruire, comme de croire qu'il ne fait que produire alors qu'il ne produit pas pour produire mais pour vendre. Sa logique économique, sociale et politique est de produire et de reproduire de la valeur, via l'exploitation salariale, la marchandise et son échange, ainsi que de perpétuer le système politique — l'État — qui en est le garant.

Non seulement, il détruit, mais il construit. Il épuise des sols ici ? Il va en chercher d'autres ailleurs… Il supprime les forêts ? Il va dénicher du bois ailleurs… Le charbon ne fait plus l'affaire ? Il trouve du pétrole, puis de l'uranium… Entre-temps, les sols épuisés se sont reconstitués (le fameux *dust bowl* des années 1930 a disparu aux États-Unis), de nouvelles forêts ont été plantées…

Il y a un peu trop de monde sur un espace ? La guerre se déclenche, comme par hasard… Les populations sont tuées, déplacées. On alerte contre la grippe H1N1 dans les pays dits « riches », on laisse encore frapper la malaria dans les pays tropicaux pauvres…

C'est un cycle non pas infernal mais incessant, le cycle logique du capitalisme, fait de destruction, de construction et de reconstruction.

Plusieurs États-Unis ? Un non-sens…

Mais ce cycle ne serait désormais plus possible, la planète n'en pourrait plus ? Pas du tout. Cette hypothèse n'est qu'une énième version de la « fin de l'histoire », chère à l'eschatologie religieuse, au scientisme marxiste ou à la vulgate libérale de Fukuyama, qui présuppose un prophète ou un gourou, un jour le Christ, un autre Karl Marx, ou Al Gore peut-être…

Le fameux argument du « si le monde entier consommait comme les États-Unis, il nous faudrait trois à cinq planètes », argument encore repris par la ministre UMP-hulotbobo Kosciusko-Morizet (sur France 3, le 12 mai, dans l'émission de Taddéi) est faux et archifaux. Car il est proprement impossible.

En effet, les États-Unis nourrissent le monde (premiers producteurs et exportateurs agro-alimentaires). Ils lui vendent aussi quelques voitures, et surtout beaucoup d'armes et de matériel informatique. En échange, ils achètent des biens courants de

consommation fabriqués à bas prix dans les pays ateliers (souvent par leurs propres entreprises ou filiales).

Pour qu'il y ait d'autres États-Unis, il faudrait donc que ces pays se nourrissent d'abord par eux-mêmes, qu'ils vendent aussi de la nourriture (mais, alors, à qui ?), et que les États-Unis renoncent à leur impérialisme économique... Autrement dit : absurde. C'est un jeu à somme nulle. Ce que les États-Unis ne produiraient plus (parce qu'ils ne pourraient plus le vendre), ce seraient d'autres qui le feraient à leur place. Cela s'appelle la compétition impérialiste.

Sa logique échappe d'ailleurs au calcul, fumeux, de « l'empreinte écologique », également évoquée par Kosciusko-Morizet. Sans parler du fait que le Brésil a une « empreinte écologique »... positive !

La crevette et la Logan

Depuis le fameux Club de Rome, qui rassemblait au début des années 1970 des experts mais aussi de grands patrons comme un dirigeant de Fiat, les plus clairvoyants des capitalistes ont compris que la recherche du profit à court terme ne devait pas sacrifier les bases matérielles, naturelles et planétaires des profits à moyen et long termes. Par la suite, le profit à court terme s'est polarisé sur les marchés financiers grâce aux nouvelles techniques et aux nouveaux règlements économiques lancés par les États, tandis que les consommateurs grugés, les citoyens et les salariés imposables sont en train de payer l'ardoise des banqueroutes.

Le discours catastrophiste et de rigueur (dans le sens de se serrer la ceinture, c'est-à-dire d'exploiter davantage encore le prolétariat mondial et les classes moyennes) surfe sur toutes les peurs, sur la négation viscérale de la lutte des classes et du partage socialiste.

On cite souvent l'exemple du marché de la crevette, pêchée ici, congelée là, décongelée par là et enfin consommée ailleurs. Mais pourquoi ne parle-t-on pas de la Logan, dont des centaines de véhicules, sortis des usines Dacia en Roumanie, sont aussitôt démontés pour être envoyés en pièces détachées à d'autres chaînes d'assemblage en Russie, en Inde ou au Maroc afin de contourner les taxes douanières ? Là, il n'y a strictement aucun dégât environnemental supplémentaire, aucune perte de matière première ou secondaire, sinon une surexploitation du travail salarié parfaitement organisée par une multinationale, Renault en l'occurrence [2] ! Il est vrai que le prolétaire roumain, qui serait responsable de nos délocalisations et dont tout le monde se contrefout, est moins glamour que la crevette consommée par le bobo de base des métropoles occidentales...

Polémique à propos d'Allègre

En corollaire du mythe de la finitude dont on a bien compris que les capitalistes avaient tout intérêt à le propager pour perpétuer leur domination, et que les naturalistes intégristes avaient pour mission de l'alimenter, se combinent d'autres aspects de la question écologique.

La polémique engagée autour du livre de Claude Allègre, *L'Imposture climatique*, est exemplaire des enjeux en cours. Ainsi, une journaliste de *Télérama* cite à la fin de son article un certain Jean-Michel Besnier, « spécialiste des questions de science et société », pour qui Allègre « oblige les uns et les autres à prendre position, sur cette vraie question éthique posée par le climat : dans quel monde voulons-nous vivre ? ». Puis elle conclut : « Le politico-savant Allègre, lui, y a répondu : pas de risque en vue, on continue comme avant » [3].

Voilà trois mensonges d'un coup. Premier mensonge, Allègre écrit exactement le contraire : les risques existent, mais il ne les hiérarchise pas de la même façon que les partisans du *global warming*. Il écrit noir sur blanc qu'on ne peut pas continuer ainsi, mais pas avec les solutions du genre protocole de Kyoto. Il ne s'agit pas de défendre l'ancien ministre jospiniste et sarkocompatible, il suffit de lire sérieusement son livre en s'extrayant de la pensée binaire. Deuxième mensonge, le climat ne pose aucune question, sauf à s'en remettre au totémisme ou au paganisme. Troisième mensonge, la question n'est pas seulement éthique : elle est surtout politique (au sens large). Ce genre de mensonges se retrouve à longueur de temps dans le politiquement correct des journalistes, des politiciens, des écologistes et des décroissantistes.

Or la pétition qui cherche à bâillonner Allègre est liberticide et dangereuse. C'est un coup de canif dans la liberté d'expression (au nom du pseudo-impératif de la science et du « sauvons la planète », pour la bonne cause n'est-ce pas ?). Elle s'ajoute à toutes les hystéries interdictionnistes : *burqa* (*niqab*), cagoules, Allègre, et j'en passe. Quand d'autres chercheurs s'élèveront contre autre chose, on les bâillonnera d'autant plus facilement. Et laisser croire qu'il y a consensus scientifique sur la question climatique est faux.

En outre, contrairement aux apparences (mais pour cela, *bis*, il faut lire son livre), Allègre et les écologistes ont un diagnostic souvent proche. Leur désaccord concerne les solutions dans le cadre du système en place, que ni l'un ni les autres ne remettent sérieusement en cause puisqu'ils sont tous pour le capitalisme et pour l'État.

Le social éclipsé par la nature

La métapolitique de la bourgeoisie et des naturalistes intégristes a triomphé. Elle a réussi à placer la nature au cœur de la problématique, en évacuant la lutte des classes. Toute réflexion qui s'y oppose est disqualifiée, selon un schéma binaire des gentils et des méchants. Le militant ou bien le jeune, habitués au catastrophisme écolo seriné depuis plusieurs décennies, semblent tétanisés quand on leur pose les problèmes sous un autre angle. Plutôt que d'argumenter, ils rejettent en bloc. Et recherchent compulsivement chez les technoscientistes, ceux-là même qu'ils dénoncent pourtant par ailleurs, d'éventuels contre-arguments.

Plus grave, en affirmant que « ce n'est effectivement plus seulement le problème de l'inégalité d'accès à la nourriture qui sera en jeu dans les famines à venir, mais la surcapacité de charge de l'humanité par rapport aux possibilités de la biosphère » (ML n°1591, p. 12) — affirmation totalement contestable —, on conditionne une partie de l'humanité (les pauvres du tiers monde en fait) à l'idée qu'elle va bientôt crever. On cultive la panique, l'angoisse, le n'importe quoi (l'épidémie de grippe). Ou alors on laisse croire que l'anarchie décroissantiste miracle est pour demain...

Affirmer que « c'est bien la technoscience, dans le cadre aggravant du capitalisme, qui a contribué à l'émergence de l'incertitude et des risques » (ML n°1593, p. 10) est un contresens, qui renverse les causes et les conséquences. L'incertitude et le risque ne sont pas ontologiquement liés à la technoscience. Ils existent sans elle, heureusement en un sens. En revanche, ce sont les applications possibles de cette technoscience, donc des outils, des machines et des décisions humaines qui peuvent exposer, ou non, les populations aux risques naturels, lesquels n'ont pas besoin de la responsabilité humaine pour « émerger » (*sic*) : éruption volcanique, tsunami, séisme, inondation...

Ce ne sont pas les ordinateurs passant des ordres au millième de seconde qui spéculent mais les informaticiens qui y ont intégré les algorithmes de calcul et ceux qui les commandent : traders, banquiers, capitalistes... Dénoncer la technoscience incarnée par ces ordinateurs ressemble à celui qui casse le thermomètre pour faire chuter la température...

Et toute la société n'est pas logée à la même enseigne. Quel est le dirigeant qui est mort de l'encéphalite spongiforme, de la grippe H1N1, du sida, de la malaria, de la faim, d'une inondation ? Un nom, svp ?

Pour qui ce tout-écolo catastrophiste ?

Politiquement, les gagnants du tout-écolo plus ou moins catastrophiste et décroissantiste sont au nombre de trois. Un, les partis écologistes, de plus en plus autoritaires à mesure qu'ils pénètrent l'appareil d'État. Deux, les scientifiques que cela arrange (légitimation ; demande de crédits ; notoriété ; syndrome de l'expert...). Trois, la technobureaucratie scientifico-écolo qui s'immisce partout, avec son autoritarisme, ses références gaucho-catho, ses postes de chefs, d'abord des strapontins, puis... On les voit déjà s'affairer dans nos Amaps, pour imposer des permanents, des règlements draconiens, des positions dogmatiques au nom du « bio ».

Ce ne seront certainement pas les anar-

chistes qui seront favorisés par le nouveau discours, sauf ceux qui seront utiles pour faire passer le message du serrage de ceinture dans certaines couches de la population peu atteignables par l'État ou le capital.

Le mouvement anarchiste est-il si faible qu'il serait prêt à se raccrocher à l'idéologie à la mode, celle qui a les apparences de la contestation radicale mais qui est en fait la porte de sortie de l'État et du capital, exactement comme l'ont été la social-démocratie et le fascisme à une époque ? Faut-il renier sa propre culture politique ?

Faut-il bricoler avec des bouts de raisonnements puisés ailleurs ? Un jour le marxisme libertaire (qui a coûté cher aux anarchistes dans les années 1950, 1960 et 1970), pourquoi pas le trotstkysme libertaire (Olivier Besancenot préfaçant Élisée Reclus...), ou bien un Serge Latouche bariolé d'anarchisme ?

Peu nombreux, faibles, minoritaires, au lieu de se mettre en position d'aller vers le plus grand nombre, devons-nous nous enfermer dans une démarche sectaire, politiquement et sociologiquement parlant ? Combien de prolétaires dans les organisations anarchistes occidentales, combien d'immigrés ? Est-ce à eux que s'adresse le discours du « consommez moins » ?

Tina chez les anarchistes ?

La décroissance et le catastrophisme sont très pratiques pour un militant révolutionnaire qui, théoriquement, doit passer son temps à résoudre les contradictions entre son utopie politique, son action quotidienne et la réalité. C'est tellement plus simple de penser WWF qu'anarchisme, cela résout le problème du comment une organisation anarchiste gérerait le monde tel qu'il est déjà, ses industries, ses routes, ses chemins de fer, sa distribution de marchandises, ses pollutions à résorber. Ou bien on remet tout cela au jour lointain de la révolution triomphante. Grâce à la décroissance, on supprime tout, ou presque, ça simplifie le monde...

Comme l'humanité a déjà essayé beaucoup de choses (même l'anarchie en 1936 en Espagne !), on trouve au moins une expérience de ce genre : après avoir vidé la capitale Phnom Penh en deux jours, les Khmers rouges ont envoyé des populations entières dans les rizières, sans pour autant augmenter la production car ils méprisaient l'agronomie, la science moderne et les ingénieurs [4]. Ils ont délibérément affamé tout un peuple par une sous-consommation, et liquidé le reste dans les camps. Au total, des millions de morts... La « planète » n'en a d'ailleurs pas été soulagée pour autant...

« Réhabiliter la traction animale » (cf. *ML* n°1591, p. 14), autrement dit revenir à la charrue tirée par un bœuf ou tout autre animal, est probablement proposé par quelqu'un qui n'a jamais bossé dans les champs. Qu'en pensent tous les paysans du monde et du tiers-monde, ceux qui se cassent encore le dos à tirer, souvent des femmes et des enfants, les exploités des exploités ? Et, avec la charrue tirée par un animal, bonjour l'augmentation de la production pour une population dont on nous prédit qu'elle sera plus nombreuse et qu'elle va mourir de faim ! Encore une contradiction...

Cette démarche s'apparente à l'anarcho-primitivisme de John Zerzan, celui qui veut revenir à l'âge de pierre — et même avant, il le dit lui-même — mais qui n'hésite pas à porter de belles lunettes à fines montures, avec des verres probablement de haute technologie [5].

Prétendre enfin que la « décroissance » n'est pas un choix idéologique mais une nécessité compte tenu du « surrégime » qui serait imposé par la société capitaliste par rapport aux ressources de la planète, signifie que nous n'avons pas le choix. Que nous ne décidons pas nos convictions, nos stratégies. Que celles-ci nous sont imposées. C'est la négation même de la liberté ! C'est exactement la même posture que les curés, les ayatollahs ou les marxistes.

« There is no alternative » (TINA), « il n'y a pas d'alternative » : c'est aussi ce que disait Thatcher. C'est ce qu'ils nous disent tous... Toi aussi camarade ?

P. P.

---

1. L'un de mes premiers articles publiés dans *le Monde libertaire* révélait un cas de pollution au mercure en Corée du Sud (alors en dictature militaire) : « Onsan, un Minamata coréen ? » (*le Monde libertaire* n° 663 du 15 mai 1987).3

2. *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale*, Éditions Ni patrie ni frontières (2010), p. 136-137.

3. *Télérama*, n° 3147, 5 mai 2010, p. 32.

4. Il faut lire le délire anti-technologique des Khmers rouges et ses résultats. Pin Yathay, *L'Utopie meurtrière* (1979), Paris, Robert Laffont.

5. Pour une excellente critique, cf. Alain C. « John Zerzan et la confusion primitive » : infokiosques.net/spip.php?article94

Des colères vaines au non

Attraper un tout petit bout de la queue du dragon

Parcours erratique d'une militante de Lausanne, qui a (trop) longtemps cru pouvoir pratiquer ses professions, dans le journalisme et le travail social, comme des engagements militants contre l'injustice sociale. À quelques années de la retraite, elle a enfin compris et préfère transposer sa colère et son refus de l'ordre des choses existant dans les actions collectives.

Diane Gillard

Journaliste de Lausanne, Suisse

Depuis une bonne dizaine d'années, et probablement plus longtemps, peut-être depuis la « crise » sans fin que nous traversons depuis une bonne trentaine d'années, les maltraitances vont bon train à l'égard de ceux qu'on appelle euphémiquement « les plus démunis », les « défavorisés », les « exclus », les « désaffiliés ». Les classes les plus dominées et malmenées par le capitalisme, en d'autres termes les pauvres. Des pauvres souvent contraints, même s'ils travaillent, de s'adresser aux services sociaux.

Dans ces services, et simultanément à l'accroissement de leurs « dossiers », les travailleurs sociaux sont soumis depuis des années à un bombardement idéologique, réglementaire et normatif incessant, où la puissance des techniques informatiques joue un rôle déterminant. Il ne se passe quasi pas un jour sans une nouvelle directive, un rectificatif de procédure, la précision d'un protocole, l'exigence d'un nouveau document justificatif, l'annonce d'une nouvelle norme. La férocité de l'État, tous échelons confondus, envers les allocataires d'une assistance financière publique, appelés aussi « bénéficiaires » – comme s'ils en retiraient indûment de coupables bénéfices – paraît sans limites : réduction des prestations, ordonnances d'application restrictives transformant les requêtes en parcours du combattant, mise au point de logiciels et de programmes pour croiser les fichiers informatiques des administrations dans le but de « lutter contre la fraude aux prestations », hystérie managériale. La liste pourrait s'allonger. Le fait que des membres de la société soient pauvres donne à l'évidence le droit de les piétiner, de les traiter littéralement comme des paillassons. Le tout, évidemment, au nom de grands principes compassionnels dégoulinants d'hypocrisie.

Les travailleurs sociaux sont sommés d'appliquer des normes et des règlements que nombre d'entre eux trouvent iniques ou chicaniers. Certains sont hébétés par le bombardement, d'autres « s'identifient avec l'agresseur », d'autres encore tombent malades, en *burn-out*, s'en vont chercher ail-

leurs une niche (au sens économique du terme, pas canin) plus confortable ou changent de métier.

C'est ce que j'ai fait. Assistante sociale dans un service public pendant les quelques dernières années de relatif confort professionnel (pour les employés) et de relative tolérance bienveillante (pour les assistés), j'ai travaillé ensuite dans un centre d'accueil de jour pour « gens de la rue ». Mais je me heurtais de plus en plus souvent à cette tyrannie de la réalité qui veut que, pratiquement, le soutien social et financier aux bénéficiaires passe loin après l'application des règlements. J'étais de plus en plus souvent révoltée par la cruauté du système qu'on me sommait d'appliquer. J'étais atterrée par la floraison de cours, de théories, d'ouvrages spécialisés mis à la disposition des travailleurs sociaux. Tous, ou presque, relayaient comme vérité d'Évangile ce que j'appelais – découvrant des années plus tard que Michel Foucault en parlait dans des termes similaires – « la théorie psy du néolibéralisme », c'est-à-dire toutes les conceptions et techniques comportementales (avec ou sans pincée de cognitivisme). Cette théorie permet de découper une personne en tranches, avec degrés de souffrance, échelles de performances, étapes pour atteindre des objectifs, grilles d'évaluation, notations, et tout et tout. Exactement comme des salariés dans une entreprise compétitive – voyez Orange et la vague de suicides... Au bout d'une bonne prise en charge, le client, le patient, le bénéficiaire doit avoir avancé d'une case ou deux en direction de l'individu productif qu'il doit impérativement devenir, sous peine de rester un « exclu ». J'étais aussi atterrée par la folie des contrats. Pour tout, avec quasi n'importe quel usager, il fallait établir des contrats. Signés en trois exemplaires par la personne concernée évidemment, mais aussi par le travailleur social et son/sa chef. Une méthode révoltante qui propage et matraque la fiction que nous sommes tous égaux devant le contrat, fiction d'ailleurs entretenue à propos de tout contrat de travail entre un patron et son employé. Comme si ma position de travailleuse sociale était équivalente, exactement, à celle d'une personne toxicodépendante et sans logement depuis des mois, à qui l'institution demande un effort précis, sur un point particulier, pour mériter l'aide que l'institution lui concède chichement.

J'essayais parfois d'expliquer ma position. Je lisais des livres, m'inscrivais à des cours. Entamais une formation complémentaire, qui me renforçait encore dans mes convictions hérétiques. J'avais l'impression d'être comme dans les rêves : on parle et aucun son ne parvient aux oreilles des autres.

Tout cela, joint à un conflit syndical déclenché par une décision « rationnelle » de l'autorité subventionnante que je jugeais insupportable et injuste, m'a poussée à quitter définitivement le métier. J'ai rationalisé ma décision, évidemment, parce qu'il faut bien survivre psychiquement. Je me suis reproché d'avoir mis tant de temps à comprendre que je ne devais pas confondre une profession, celle d'assistante sociale payée par des fonds publics, avec un engagement militant contre l'injustice sociale. Nuance de taille, que mon indécrottable naïveté m'avait fait ignorer bien trop longtemps. Je ne devais m'en prendre qu'à moi-même et clore ce chapitre par un abandon de poste.

J'ai trouvé refuge dans ma première profession, également abandonnée quelques années auparavant pour cause de naïveté crasse, puisque j'avais confondu le journalisme, profession intellectuelle vu qu'elle n'est pas manuelle, avec un métier pratiqué par des intellectuels, et la recherche d'informations avec la manifestation d'une soif de connaissances...

Je suis devenue rédactrice dans un mensuel d'information sociale édité par une grande institution sociale de droit public, et destiné aux professionnels de Suisse romande. Je pouvais ainsi joindre mes deux précédents métiers. Il s'agissait de faire quelques reportages sur des réalisations dans des institutions éducatives, de mettre en relief des initiatives originales, et de rapporter sur les incessantes innovations étatiques (fédérales et cantonales) en matière de traitement des assistés, des chômeurs, des requérants d'asile, des personnes soumises à une mesure tutélaire, des prisonniers, etc.

Pas question de dire franchement ce que je pensais de tout ça. Autocensure de règle. Feindre de croire les propos lénifiants des technocrates de l'ingénierie sociale qui présentent, évidemment, toute mesure comme une amélioration, une simplification, une clarification, dont le seul but est de faire le bien, quand ce n'est pas le mieux, des bénéficiaires.

J'ai résisté, si l'on peut dire, environ deux ans. À nouveau, comme dans le journalisme, comme dans le travail social, je me reconnaissais de moins en moins dans ce que je faisais. Une colère sourde grandissait, permanente, difficile à exprimer, qui me faisait subitement sauter à la gorge – métaphoriquement, cela va sans dire – d'une collègue sur un point de doctrine psychologique ou sociologique dérisoire. J'essayais, ici ou là, de contourner la contrainte du consensus, en rédigeant une note de lecture sur un ouvrage un tantinet décoiffant, en cherchant un angle un peu moins soumis pour rédiger un papier, ou en refusant franchement de traiter certains thèmes (les contrats de prestation, les « systèmes qualité », le dithyrambe des contre-prestations, par exemple). Insuffisant, à l'évidence. Le spectre de la précarité (retrouverais-je un travail à mon âge ?), la peur d'être « mal vue », d'être prise pour « une mauvaise professionnelle », pesaient de tout leur poids. On a beau se croire un esprit fort, la violence institutionnelle est là.

Un jour, une idée m'est venue autour de la question : « Comment les assistants sociaux

pas encore trop hébétés par le tapis de bombes institutionnel font-ils pour survivre? Il doit bien y en avoir quelques-uns qui s'écartent un brin des normes et des procédures... » J'étais convaincue que les travailleurs sociaux bricolent pour tenir, en tout cas ceux qui sont conscients de la dérive de leur métier. C'est ainsi que j'ai coordonné avec mes collègues un dossier intitulé « Éloge du bricolage ». À partir d'une très légère référence à Edgar Morin, chantre de la « complexité » si appréciée des élites, j'ai interrogé des travailleurs sociaux sur leurs pratiques de survie au quotidien, leurs petits arrangements pour sortir de situations dramatiques, leur utilisation habile des contradictions entre les innombrables directives. Des révélations minimes, mais déjà tellement terribles dans le climat institutionnel ambiant que certains ont refusé de me répondre. Le sentiment du devoir de fidélité à l'État est bien ancré dans cette catégorie professionnelle.

Pour moi, c'était le début de la sortie de la colère vaine. Je me reconnaissais de nouveau dans ce que je faisais, même si la réalisation était encore timide, modeste, presque anodine.

Collègues et rédactrice en chef n'y ont apparemment rien vu de grave. Mais le directeur de l'institution ne s'y est pas trompé, lorsqu'il a reçu l'exemplaire imprimé. Si un magazine d'information sociale financé par une autorité politique se met à rapporter ce qui se passe vraiment, toutes les tentatives de faire passer pour normales, et souhaitables, les maltraitances institutionnalisées érigées en règles incontestables sont réduites à néant. D'ailleurs, toutes ces mesures et réformes ont été développées par des organismes aussi respectables que l'OCDE, qui a théorisé l'aide sociale comme trappe à pauvreté, les « mesures actives », les droits et les devoirs, le *workfare* plutôt que le *welfare*, les contre-prestations, etc. Le directeur a donc fait mettre 3 000 exemplaires du magazine au pilon, et a ordonné sa réimpression, amputé de quatre pages. Cela pour deux paragraphes qui lui étaient insupportables. La rédactrice de l'article et sa *cheffe* ont été gratifiées officiellement d'un blâme... Et ordre de ne pas parler de censure!

L'épisode a laissé des traces. La cheffe du service, chargée de la communication de l'institution et porte-parole, a demandé à relire le journal avant parution, critiquant nos titres, « pas assez optimistes », ou prétendant corriger des citations tirées d'un travail universitaire, les jugeant trop orientées politiquement. J'ai renoncé lorsque mes collègues eux-mêmes se sont méfiés de tout ce que je pouvais écrire, craignant pour leur poste. Je suis partie, mieux valait encore le chômage. Quelques mois plus tard, le magazine était supprimé, pour des raisons d'économie.

J'ai encore une fois changé de métier, et quitté définitivement le social. Mais je n'ai pas cessé de m'y intéresser. Le tapis de bombes continue de ravager le paysage de l'aide sociale, au sens large. Ce sont les révisions successives et à la baisse de l'assurance vieillesse et survivant (AVS, rente minimum par répartition, très au-dessous du minimum vital), de l'assurance invalidité (AI, aux conditions de plus en plus contraignantes), de la loi sur l'assurance-chômage et les indemnités (Laci), de la loi sur la prévoyance professionnelle (les rentes vieillesse par capitalisation, censées compléter l'AVS), sur l'assurance maladie, la généralisation des contrôles contre les « abus », l'engagement d'enquêteurs pour traquer les fraudeurs – leur cahier des charges précise que s'ils ont une formation complémentaire de détective privé, c'est un atout –, la mise au point de programmes informatiques permettant de contrôle de chaque « acte » du travailleur social dans la prise en charge des usagers, les dénonciations et autres signalements de suspects, les sanctions, les suspensions d'aide, les plaintes pénales et amendes diverses en cas de versement « indu », etc. Et toujours la question: mais comment les travailleurs sociaux, formés pour aider, assister, soutenir, déployer toutes sortes d'actions positives et imaginatives, peuvent-ils vivre le manque de moyens, de temps, de ressources? On leur demande de reloger des gens expulsés de leur appartement: il n'y a pas d'appartement libre, d'ailleurs les régies ne veulent pas louer à des assistés. On leur demande de trouver des places en foyer pour des enfants en danger: les foyers sont pleins et on a plus ou moins fermé les foyers d'urgence. On leur demande de soutenir les malades psychiques à la sortie de l'hôpital. Il n'y a pas assez d'encadrement à l'extérieur, les patients sont lâchés dans la nature et rechutent. On leur demande de « réinsérer » par le travail des gens que personne ne veut engager. D'ailleurs, les emplois manquent et, s'ils en trouvent un, leurs salaires sont si faibles qu'ils doivent continuer à émarger à l'aide sociale. Etc.

Mais voilà, il y a les hasards de la vie! Aujourd'hui, des travailleurs sociaux, en lien avec plusieurs syndicats, ont décidé de parler des conditions réelles de l'exercice de leur métier. Ils ne veulent plus être confinés dans la colère vaine et la plainte. Plutôt que d'en rester à se raconter leur malheur entre eux, l'envie naît de faire exister leur parole dans l'espace public. J'y participe, comme syndiquée, et j'espère pouvoir jouer le rôle de porte-plume. L'idée est d'interviewer des travailleurs sociaux sur les transformations de leur métier. Ils ont appris quelque chose pendant leur formation et voilà qu'ils doivent pratiquer tout autre chose, souvent contraire aux règles déontologiques qu'on leur a enseignées, qui sont au fondement du choix de leur profession.

Enfin, il y a moyen d'attraper un tout petit bout de la queue du dragon. Même s'il ne sera pas vaincu, c'est une manière essentielle de sortir de l'hébétude du bombardement, de défendre une dignité, de retrouver la possibilité d'un choix. La colère cesse d'être vaine, elle devient un refus collectif de l'état des choses existant. Peut-être même débouchera-t-elle sur de la politique. C'est une nouvelle aventure.

D. G.

Articles réguliers pour le portail d'informations alternatives combats.ch

Voir notamment:

combats.ch/news/read/304/Pauvrete-v-ux-pieux-et-poudre-aux-yeux/?ref=home

combats.ch/news/read/266/Le-suffrage-censitaire-n-est-pas-tout-a-fait-mort/?ref=search&q=gilliard

combats.ch/news/read/237/Un-pays-sans-Roms-est-un-pays-sans-liberte*/?ref=search&q=gilliard

combats.ch/news/read/248/Ce-qu-ils-disent-quand-ils-parlent/?ref=search&q=gilliard

1er mai à Alméria (suite)

Soc et Ustea vers la grève générale

Pour faire suite à l'article « Alméria » paru dans *Le Monde libertaire* n° 1594, concernant notamment les immigrés travaillant en Andalousie et syndiqués au Soc-Sat [1], nous vous livrons la traduction du compte rendu de leur manifestation du 1er mai, parue dans le journal régional en ligne *Ideal.es* (édition du 2 mai 2010).

Les syndicats Sat-Soc [1] et Ustea [2] ont rassemblé plusieurs centaines d'habitants dans le quartier San Isidro de Nijar : « Il faut descendre dans la rue pour dire qu'ensemble nous pouvons défendre un plan de mesures ouvrières contre le chômage et la crise, pour qu'elle soit payée par ceux qui en sont responsables et non par les travailleurs, et prendre le chemin qui mène à une grève générale. »

Ainsi se terminait hier [1er mai, *Ndt*] le manifeste commun que lurent les syndicats Sat-Soc et Ustea

Selon les organisateurs du rassemblement, environ un millier de personnes s'étaient donné rendez-vous dans les rues du quartier, en criant des slogans tels que – entre autres – « Andalouse ou étrangère, une seule classe ouvrière », « Immigrés et natifs, même combat », Contre le chômage, lutte ouvrière », « Beaucoup de travail, peu d'argent », mettant en évidence la nécessaire union de la classe ouvrière sans distinction de nationalités.

N'ont pas manqué non plus les mots d'ordre contre le travail précaire, pour le maintien de services publics de qualité, et la nécessité d'une grève générale pour empêcher la crise de retomber sur les épaules de la classe travailleuse.

Le gros de la manifestation était composé d'Africains subsahariens, travailleurs de la région de Nijar, sans compter les immigrés latino-américains ou maghrébins venus des localités proches, voire de communes du Levant comme Pulpi, ou de la partie occidentale d'Alméria. En plus des représentants des syndicats organisateurs (Sat-Soc et Ustea), se sont ralliés à cette manifestation du 1er mai des associations d'immigrés (Asolar, Amepaz, Asisvic et Agen) et des partis politiques (Nation andalouse et Gauche unie). L'association Alméria culturelle a également mis son grain de sel avec la lecture de poésies.

Les discours ont proclamé : « Le chœur gouvernement-patronat-grands syndicats entonne la chanson du dialogue social. Ils parlent de paix sociale pendant qu'ils déclarent la guerre aux travailleurs avec le chômage et les licenciements, les baisses de salaires, les casses sociales, la baisse des pensions, la réforme de l'enseignement technique et les privatisations des services publics. »

Un plan de choc qui, malheureusement, « n'est que le début », étant donné que gouvernement [3], Parti populaire [4], banques et investisseurs étrangers savent qu'ils doivent aller beaucoup plus loin, que ce n'est qu'une question de temps pour que, sur l'autel de la « crédibilité de l'Espagne », ils annoncent de nouvelles mesures encore plus sauvages, à l'instar de la Grèce.

« Nous ne manquons pas de raisons de descendre dans la rue et de faire de la journée internationale de la classe ouvrière, une journée revendicative et de lutte » ont déclaré les manifestants, et surtout nous luttons « pour l'emploi et contre le chômage, parce qu'il y a déjà 4,5 millions de sans-emploi, 1 million de familles dont tous les membres sont au chômage, et 350 000 qui ont été expulsés de leurs logements dans les trois dernières années ».

Ramon Pino

---

1. Soc-Sat : fusion de deux syndicats, le Syndicat des ouvriers de la campagne et le Syndicat andalou des travailleurs.

2. Ustea : Union des syndicats des travailleurs de l'enseignement d'Andalousie, le second syndicat d'enseignants dans le secteur public.

3. Comme beaucoup le savent, il s'agit d'un gouvernement « socialiste » (Psoe).

4. Parti de droite (équivalent de notre UMP).

Pour plus de détails sur les luttes des immigrés (clandestins ou non), travaillant en Andalousie, on peut consulter les deux ouvrages suivants :

El Ejido : Terre de non-droit (éditions Golias).

Le Goût amer de nos fruits et légumes (éditions du Forum civique européen).

Un 25 avril à Turin

sous le signe de la Résistance

Fédération anarchiste de Turin

Communiqués des 16, 25 et 26 avril

Turin, dimanche 25 avril [1], devant le siège régional de la Lega Nord [Ligue du Nord, parti d'extrême droite], au 23 de la rue Poggio, on a pu voir une banderole qui disait « Chaque année, en mer, les lois racistes tuent des milliers d'immigrés ». À côté de la banderole était exposée une énorme tête en carton-pâte de Mario Borghezio [2] posée sur un grand sac-poubelle noir, et dotée d'une cravate verte (la couleur de la Ligue). Par terre, pèle-mêle, un tas de chaussures… tout ce qu'il reste de tant d'hommes, de femmes, d'enfants. Chaque jour, chaque heure, quelqu'un meurt en mer, avalé par les lois qui empêchent la libre circulation des personnes. Ces mêmes lois que la Ligue du Nord voudrait toujours plus dures, toujours plus féroces.

Un an s'est écoulé depuis le 23 avril 2009, quand, devant ce même siège de la Ligue du Nord, est apparu un pantin à l'effigie de ce même Borghezio, pendu la tête en bas tout comme Mussolini le fut à Piazzale Loreto. Des affiches reprenant cette illustration furent collées dans la ville. Un geste symbolique pour montrer qu'en Italie le fascisme est au gouvernement et au Parlement. Pour ces actes, deux anarchistes de la Fédération anarchiste de Turin, Maria Matteo et Emilio Penna, ont été accusés de menaces et de diffamation envers l'euro-parlementaire Borghezio. Leur procès doit s'ouvrir le 18 juin.

À un an de distance – aujourd'hui comme hier –, à l'occasion de la date anniversaire du 25 avril, on a voulu se souvenir qu'aujourd'hui le fascisme a le visage de la Ligue du Nord, que le fascisme n'est pas mort en ce lointain mois d'avril quand, dans les rues, les partisans combattaient et mourraient pour la liberté et pour la justice sociale. Sans se poser de questions.

Nos mers sont des cimetières pour ceux qui recherchent – au péril de leur vie – un futur dans notre pays. Dans notre pays, il y a des esclaves : les travailleurs immigrés qui relèvent la tête en risquant la prison et l'expulsion. Dans notre ville, il y a un camp de concentration [3] : chaque jour quelqu'un est déporté.

Cette banderole devant le siège de la Ligue a été une initiative parmi tant d'autres en cette longue journée d'informations et de luttes contre le fascisme, une journée voulue afin que ce 25 avril relie la mémoire d'hier avec la résistance d'aujourd'hui. Car, comme l'a dit Roberto Prato au cours de la désormais traditionnelle commémoration devant la plaque dédiée à la mémoire du partisan anarchiste Ilio Baroni, « la mémoire du passé est la nostalgie du futur ». Cette plaque est apposée à l'angle des rues Giulio Cesare et Novara, une partie de la ville où les partisans de la Sap[4] défendirent, mètre après mètre, les rues et les usines contre les nazis qui, avant la défaite, voulaient faire « table rase » de Turin. Les nombreuses plaques commémoratives qui se trouvent dans cette zone disent le tribut de sang versé par les ouvriers en armes. Ces mêmes ouvriers qui organisèrent des grèves contre la guerre et l'occupation militaire, et pour qui la lutte contre le nazisme et le fascisme était une lutte pour la justice sociale et la liberté.

Contre le racisme d'État, témoigner ne suffit pas, s'indigner ne suffit pas. Il faut « se mouiller » : s'opposer aux coups de filet et aux déportations, refuser les rondes et les militaires qui patrouillent dans les rues, soutenir ceux qui luttent dans les CEI, ceux qui se mettent en grève contre l'esclavagisme légalisé, ceux qui cherchent à escalader les murs et à abattre les barrières.

Ceux qui, dans les rues de Turin, combattaient le fascisme, portaient en eux le rêve d'une humanité sans États ni frontières, solidaire. Ils luttaient afin qu'égalité, liberté, solidarité ne soient pas seulement des mots mais deviennent le cœur même de notre société. Ces raisons ont été oubliées ou jetées dans la boue.

Il nous appartient de les ramasser et d'en faire un drapeau. Il nous appartient de reprendre le chemin de nos pères et de nos grands-pères. Il nous appartient de conquérir un nouvel avril. Même si, aujourd'hui comme naguère, ils nous appellent « bandits », « délinquants ». Se rebeller contre les lois racistes est juste. L'indifférence n'est que complicité.

Résistance !

Traduction pour les Relations internationales
Barbara, groupe La Rue
Pour toute info complémentaire :
Federazione Anarchica Torino, corso Palermo 46
fai_to@inrete.it

---

1. 25 avril : fête de la Libération en Italie.

2. Élu au Parlement européen sur la liste de la Ligue du Nord depuis 2001 ; parmi ses faits d'armes : monter dans les trains turinois avec un spray désinfectant pour « nettoyer » les sièges occupés par les immigrés, incendier des campements d'immigrés roumains (le 1er juillet 2000, Borghezio sera d'abord condamné à 2 mois et 20 jours de prison, « peine » commuée ensuite en simple amende) ; on lui doit aussi la fondation du mouvement Volontari verdi (Volontaires verts) qui instaura en 1998 les rondes « citoyennes », diverses manifestations « anti-islamisation » de l'Italie, etc.

3. Dans le langage militant courant, « *Lager*, camps de concentration » et CEI (*Centro Identificazione e Espulsione*, centre d'identification et d'expulsion, équivalent du centre de rétention français) sont devenus synonymes en Italie.

4. Sap, Squadre di Azione Patriottica (Brigades d'action patriotique), nées dans les principaux centres urbains (dont Turin) à l'intérieur même des usines afin d'aider les Gap (Gruppi di Azione Patriottica, Groupes d'action patriotique, constitués chacun d'un petit noyau de partisans et intervenant dans des actions de sabotages, guérilla et propagande politique) ; le but spécifique des Sap était de préparer le terrain afin que la population se soulève en masse, au moment venu, contre l'occupant et les autorités fascistes.

Sans-papiers en Allemagne

Expulsions dans le Bade-Wurtemberg

À l'Anarchistische Gruppe Ortenau [1], qui est investi dans le Collectif contre les expulsions de sans-papiers, milite Heribert Breche. Le Collectif vient de lancer une campagne contre les expulsions qui ont lieu à partir de l'aéroport de Baden-Baden. Une grande manifestation est prévue à Karlsruhe le 8 mai [2].

***Le Monde libertaire*: Peux-tu nous dire quand le Collectif s'est créé et qui le compose?**

Heribert Breche: Sous l'impulsion du groupe de Fribourg Aktion Bleiberecht, une première réunion s'est tenue à la mi-janvier 2010. Ce groupe apporte un soutien concret aux réfugiés dans la région de Fribourg.

La composition politique est très large. On y trouve des associations, des groupes communistes, antifascistes, anarchistes et des personnes issues du milieu de la contre-culture. The Voice, qui est une organisation animée par des réfugiés pour défendre leurs droits, fait aussi partie du Collectif. Parmi nos soutiens, on trouve aussi des syndicats, un parti et des individus.

M.L.: Quel est ton sentiment sur la mobilisation et comment se met-elle en place?

H.B.: Pour l'instant, ça se passe bien. Il ne faut pas oublier que ces dernières années le sujet des expulsions ne trouvait guère d'échos dans le sud-ouest de l'Allemagne, même si paradoxalement il y avait de nombreux groupes et individus qui travaillaient sans relâche sur la question. Le problème majeur c'était qu'ils avaient une audience très limitée.

À l'exception de la gauche radicale, l'opinion publique ne prenait guère conscience de la mise en place de l'Europe forteresse et le rôle joué par un organisme comme Frontex [3].

C'est pour cela que nous, ainsi que d'autres groupes, avons multiplié des soirées d'information et de mobilisation sur la question des sans-papiers.

En avril, une cinquantaine de militants ont bloqué dans la matinée l'aéroport de Baden-Baden alors qu'une expulsion était en cours. Cette action a rencontré un écho important. Le même soir, une manifestation spontanée se déroulait à Fribourg pour dénoncer les expulsions.

M.L.: D'où viennent les personnes expulsées? Est-ce que tu disposes de chiffres sur le nombre d'expulsions?

H.B.: Ce qui a déclenché la campagne du Collectif c'est que depuis juin 2009, les Roms originaires du Kosovo vivant en Allemagne peuvent être expulsés. Rien que pour le Bade-Wurtemberg, cela touche 1 200 personnes.

À travers des accords sur les flux migratoires conclus avec la Syrie, environ 7 000 personnes originaires de ce pays sont menacées d'expulsion. Au niveau de l'UE, de tels accords ont aussi été conclus avec le Maroc, le Pakistan, l'Algérie, la Chine et la Russie.

M.L.: Dans quelles conditions les expulsions se déroulent-elles?

H.B.: Elles se font par charters entiers. En fait, c'est la présidence du gouvernement de Karlsruhe qui affrète un avion qui sera rempli de sans-papiers et qui les « expédiera » vers leur pays d'origine.

Avant l'expulsion, les sans-papiers sont « rassemblés » dans des centres de rétention ou alors directement arrêtés à leur domicile. Cela se déroule en général tôt le matin, pour plus de discrétion…

M.L.: Peux-tu nous dire quelques mots sur le sale business auxquels se livrent certaines compagnies aériennes?

H.B.: Air Berlin et Hamburg International sont deux compagnies connues pour gagner beaucoup d'argent en étant complices des expulsions. Mais elles ne sont pas les seules! Au mois de février, la présidence du gouvernement de Karlsruhe a affrété un charter à Hemus Air (Bulgaria Air).

M.L.: Qu'est-ce que ça représente pour toi, en tant qu'anarchiste, de soutenir les sans-papiers?

H.B.: La liberté représente l'état vers lequel on doit tendre. La liberté de circulation en est un aspect. Tout le monde en dispose théoriquement, mais pas en Allemagne. Les réfugiés sont soumis à l'obligation de résidence, c'est-à-dire qu'il leur est interdit de quitter une zone géographique précise. Ici, les droits des gens qui ne sont pas issus des pays de l'Union européenne sont très restreints et leur dignité bafouée. Ils vivent dans des foyers pour réfugiés et sont parqués dans des centres de rétention. Ils n'ont pas accès à l'éducation et se voient sans cesse harcelés par les administrations. La possibilité pour eux de construire une vie comme ils l'entendent est inexistante.

En tant qu'anarchiste, je prends part à de nombreuses luttes, pour le moment c'est celle des sans-papiers. Cette lutte est en quelque sorte une pièce du puzzle.

Le travail en collectif, c'est une autre paire de manches. Je me heurte souvent à mes propres limites ou à celles des autres en ce qui concerne la prise de décisions ou les formes d'action. Pourtant, il est important pour moi de travailler ensemble avec d'autres groupes et individus car on n'est pas nombreux et nous avons besoin les uns des autres.

Propos recueillis et traduits par Olynx
du groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

---

1. L'Ortenau est le district allemand voisin de l'Alsace, une région faisant partie du Bade-Wurtemberg.
2. www.deportationairpark.blogsport.de
3. Agence créée pour la gestion des frontières extérieures de l'UE.

À lire page suivante, l'appel à manifester.

Manifestation

contre les expulsions dans le Bade-Wurtemberg

Au terme d'une campagne de plusieurs mois, le Collectif contre les expulsions du Bade-Wurtemberg, qui s'est créé début janvier 2010, a appelé à une manifestation au niveau régional, le samedi 8 mai à Karlsruhe. Le groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste a pris part à cette manifestation. Avant cette manif au niveau régional, de nombreuses actions se sont déroulées dans le cadre de la campagne, notamment des soirées d'information, des expositions, le blocage de l'aéroport de Baden-Baden, des conférences de presse et autres rassemblements.

À l'appel du Collectif, plus de 800 personnes se sont rassemblées à partir de 13 heures sur la Friedrichsplatz. Parmi la foule se trouvaient beaucoup de migrants. Après les prises de parole, revenant sur la situation des sans-papiers et les difficultés qu'ils rencontrent, la manifestation s'est mise en marche vers 14 h 30. Le cortège a emprunté des rues très fréquentées un samedi après-midi, en plein centre-ville de Karlsruhe.

La manifestation était très dynamique, les slogans n'ont pas cessé du début jusqu'à la fin du parcours, dont de nombreux slogans anticapitalistes et antifascistes, assez inattendus étant donné le caractère très large du collectif. Comme, pour une fois, la police n'encerclait pas complètement la manifestation, le contact avec les passants en a été grandement facilité. Aux abords du cortège, les militants pouvaient ainsi distribuer des tracts et des fausses promotions pour partir en vacances au Kosovo… en se faisant expulser.

Plus tard, le cortège s'est encore arrêté longuement sur une place très fréquentée pour des interventions évoquant l'Europe forteresse. Ensuite, le cortège a retraversé le centre-ville. Avant d'arriver à la fin du parcours, quelques militants ont taquiné les flics en civil en les désignant à l'aide de grandes pancartes. Tout au long de la manifestation, la police s'est tenue à carreau en se « limitant » à une forte présence devant le cortège. Une fois la manifestation finie, une cuisine autogérée a servi des repas pendant que le camion sono alternait la diffusion de musique et de discours politiques. Peu avant 19 heures, la manifestation et le rassemblement ont pris fin.

En réunissant plus de 800 personnes pour dénoncer les expulsions, les conditions de vie des sans-papiers (harcèlements policiers, administratif, centre de rétention) et l'Europe forteresse, cette mobilisation régionale a été un succès, d'autant qu'on n'avait plus vu depuis un long moment autant de personnes se bouger sur le sujet dans le Bade-Wurtemberg. Après cette première manifestation d'importance, le Collectif va poursuivre la lutte contre les expulsions et continuer d'apporter sa solidarité aux expulsés car chaque mois un à deux charters expulsent des sans-papiers à partir de l'aéroport de Baden-Baden !

Olynx
Groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste

La génie des bois

Fallait voir ! Un polar écrit par une femme, c'est louche, diront certaines. Celui-là m'a plu du début à la fin. On y trouve des drôles de paroissiens : un Jean Le Gal qui boit du muscadet, plutôt sympa pour un flic. En plus, il a un chien nommé « Copain » ! On croit reconnaître des silhouettes, c'est un peu un livre miroir, écrit par une femme qui a lu et qui sait écrire, sans la ramener.

Il y a Nadja, la belle mystérieuse (esprit d'André Breton, es-tu là ?). Il y a un village breton avec ses notables : notaire, pharmacien, maire, curé, tous possédés par le démon de midi (ou midi et demi pour certaines). Un savoureux procès en sorcellerie où chacun laisse des plumes. Ygor, la victime expiatoire, s'en sortira presque grandi. Quant à notre inspectrice en vacances, Sandy, elle culbute les conventions, se fait culbuter à l'occasion et n'oublie pas d'avoir soif. Toute cette humanité, hommes et femmes, c'est le quotidien, avec ses lâchetés, ses compromissions, ses petits courages, aussi.

À lire, avec une bonne bouteille de Gros-plant à portée de verre !

Benoist Rey

Jenny Desbois, *Le Cœur des mouettes*, Éditions libertaires, 262 pages, 14 euros, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico, rajoutez 10 % pour le port.

Des toiles qui dévoilent

Légers tremblements de voiles

Alors que les polémiques autour des voiles, foulards, niqabs, chadors et burqas font rage, *Shirin*, le film d'Abbas Kiarostami, film anti-burqa par excellence, n'a fait que quelques entrées. Pourtant, il aurait pu remettre quelques idées en place. Pourquoi est-ce un film anti-burqa ? La burqa est portée surtout en Afghanistan, couvre la femme de la tête aux pieds. Le modèle traditionnel est d'un bleu délavé, une très jolie couleur. La burqa recouvre le visage, mais dispose d'un carré, d'une sorte de visière, de minuscules carrés brodés qui permettent de voir comme à travers un tissu grossièrement tissé… Point de regard qui filtre. *Shirin* se passe en Iran, à Téhéran. Le cinéaste montre la beauté des visages et fonde son film sur la force du regard. Chaque femme porte un foulard. Aucune n'est voilée partiellement ou entièrement. Nous ne voyons que leurs visages. Les regards expriment des émotions très différentes comme la détresse, les sourires ou les larmes. Toutes ces femmes qui montrent leurs émotions ont la tête couverte. Ces femmes choisies par le metteur en scène sont toutes des actrices. Elles sont venues dans leurs habits de tous les jours. Ici, elles jouent dans un film qui raconte la légende de Khosrow et de Shirin, l'équivalent de Roméo et de Juliette. Elles sont spectatrices d'un drame d'amour.

Les visages, miroirs de l'âme…

Sur cette force du regard, sur le pouvoir d'expression des yeux repose aussi le film argentin *Dans ses yeux* (Oscar du meilleur film étranger, sortie le 6 mai) de Juan José Campanella. Le regard est l'image de toutes les promesses : romance et mélo, désiré et non vécu par le policier amoureux de son supérieur, une femme juge d'une grande beauté. Ému par le mari de la victime, cette histoire de meurtre ne le lâchera plus. Regard qui révèle donc un désir impétueux et dit aussi son ambiguïté. Des photos servent à révéler ce qu'un regard avait voulu taire. Et ce désir qui affleure dans « ses yeux » peut aller jusqu'au meurtre : car *Dans ses yeux* est un polar qui se passe dans l'Argentine du péronisme, déjà corrompu, avec sa justice sous influence. L'enquête sur un viol, suivi d'un assassinat particulièrement odieux, sera close et rouverte. Le récit parallèle qui s'en suit s'étale sur vingt-cinq ans. Les acteurs sont remarquables et la tension se maintient tout au long du film. Deux scènes d'anthologie : la première sera appréciée par les fans de foot, la deuxième par les amateurs de films de tribunaux et d'affrontements lors d'un interrogatoire très sexy qui mènera à des aveux inattendus…

Les tremblements se font cris

Femmes du Caire de Yousri Nasrallah (sortie le 6 mai) est un film digne de Youssef Chahine, maître que l'élève a rejoint avec ce brûlot érotique en mélodrame, naturellement flamboyant. Nous voilà en Égypte, pays du mélo au cinéma où la voix, chantée ou non, a une grande importance. Les femmes sont le parler vrai de la société et ce mordant ne les empêche pas le moins du monde d'ensorceler les hommes… Yousri Nasrallah traite la question du voile dès 1995 dans un documentaire : *À propos des garçons, des filles et du voile*.

Hebba (Mona Zakki), personnage principal de *Femmes au Caire* (primé à Venise), anime un talk-show politique que son mari arriviste veut transformer en quelque chose de plus inoffensif. Film passionnant qui s'appuie sur des récits de femmes de toute condition et de tout âge. Images d'une société où les femmes se déclarent et les hommes deviennent tour à tour des objets sexuels ou des manipulateurs réactionnaires. Pour raconter l'épisode le plus surprenant, où trois sœurs se font gruger par le même homme, l'auteur et scénariste Wahid Hamid s'appuie sur un fait divers réel. La scène spectaculaire qui clôt le film est arrivée à une speakerine libanaise mariée à un Saoudien. Elle est apparue à la télévision couverte d'ecchymoses pour dénoncer les violences conjugales.

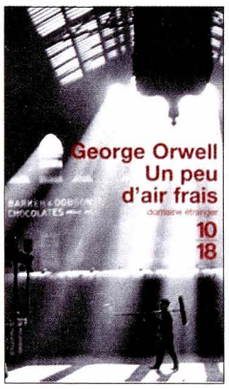
Nous sommes donc dans un pays où le port du voile n'est qu'un problème parmi d'autres. Dans une scène qui se passe dans un autobus, une femme propose un foulard à une autre à la tête nue pour la protéger des regards trop insistants. Mais ce problème du voile ne caractérise ni n'épuise les portraits de femmes : regardons l'image des trois sœurs à la plage, en robes longues, un très petit foulard sur la tête. Les hommes jouent au ballon, sont en short. Ou ce baiser d'un homme en tricot de corps et d'une femme portant foulard… Deux mondes coexistent, séparés. Yousri Nasrallah rêve de femmes qui seraient les égales des hommes et d'une société qui le rende possible. Le film traduit cela en images fortes.

Heike Hurst

LES EMISSIONS de RADIO LIBERTAIRE

Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89,4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans* Le Monde libertaire*. À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Un peu d'air frais



Un peu d'air frais est une émission de reportages sur l'écologie au quotidien. Elle est diffusée le mardi tous les quinze jours de 16 heures à 17 heures.

L'émission est née au début de l'année 2009 : elle vient compléter « Les amis d'Orwell », en alternance sur le même créneau, afin de développer un autre aspect des idées de George Orwell. « Un peu d'air frais » a été choisi en référence au livre de l'écrivain qui porte ce titre. L'émission renvoie à cet ouvrage visionnaire dans lequel l'auteur prend conscience de l'impact de la société industrielle sur l'environnement.

Nous utilisons le reportage, encore rare à Radio libertaire, afin de plonger les auditeurs dans un milieu. Il ne s'agit pas seulement d'entendre une parole, mais de rencontrer des acteurs sur le terrain, de découvrir leur univers à travers des sons.

Nos reportages décrivent l'activité d'une ou plusieurs personnes qui s'efforcent de vivre en respectant la nature et en refusant la consommation à outrance. Ils proposent des alternatives à cette société de production, des techniques moins polluantes ou des modes d'action de militants écologiques.

Pour réécouter les émissions : http://blog.airfrais-radio.fr

La Plume noire

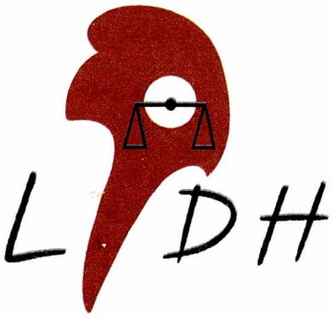
La Plume noire est née du désir de militants de la Fédération anarchiste de porter un coup de projecteur sur les éditions issues de nos rangs. Soit simplement parce que ceux qui les font vivre sont des adhérents à la Fédération (Éditions Libertaires et Tops Trinquier), soit parce qu'elles en sont une émanation directe. Les Éditions du Monde libertaire sont les éditions de la Fédération anarchiste au même titre que Radio libertaire est sa radio, ou *Le Monde libertaire* son journal.

Deux ou trois livres sont choisis selon les envies de chacun et lus par tous, ce qui permet qu'à l'issue d'une brève présentation s'engage une discussion principalement axée sur les thèmes politiques qu'il soulève. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une émission littéraire… Quand bien même, les animateurs accordent une grande importance aux qualités d'écriture des textes publiés et commentés.

En fin d'émission, une rubrique fait le point sur « la date du jour ». Prenant appui sur l'Agenda 2010 publié par les Éditions du Monde libertaire, les animateurs évoquent certains des événements politico-historiques dont ce jour est la date anniversaire.

L'émission est diffusée le 4e dimanche du mois, de 15 h 30 à 17 heures.

Des gens et des droits



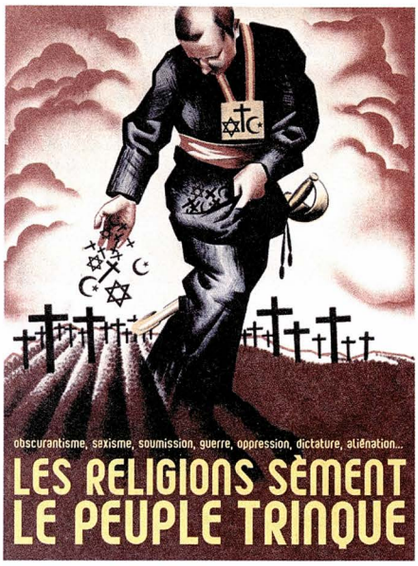
Ce titre générique est celui de l'émission que Radio libertaire a accordé à la fédération de Paris de la LDH, depuis décembre 1996, chaque 1er vendredi du mois (et le 5e vendredi) entre 19 heures et 21 heures.

Chaque section anime tour à tour ce temps de radio selon un planning mis en place au début de l'année. Chaque section est totalement libre du thème et de la forme de son émission, soit en direct, soit enregistrée.

Voici les derniers thèmes traités : le développement durable, les violences faites aux femmes, la justice des mineurs, la liberté d'expression, la réforme de la justice, la situation des droits de l'homme en Turquie, le doit de vote des étrangers, la politique de l'immigration, la peine de mort, le droit d'asile des homosexuels, la privatisation de la poste, technologies et droits de l'homme, le bilan du débat sur l'identité nationale, les travailleurs sans papiers en grève.

L'objectif est de promouvoir les droits de l'homme au travers de textes, de témoignages et de vécus, qu'il s'agisse de sujets d'actualité ou de thèmes dont on parle peu.

Animer cette émission c'est profiter de cet espace de parole pour diffuser les idées et les principes de la Ligue, exposer sa diversité et montrer de quelle manière les quinze sections parisiennes participent quotidiennement et sur le terrain à la vie civique et politique.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Succès antifasciste

Ce 9 mai 2010, à l'appel d'une quinzaine d'organisations, plus de 700 antifascistes ont défilé à travers Paris, de Belleville à la place du Châtelet. La marche a débuté par un vibrant hommage aux FTP-MOI, accompagné de portraits des fusillés de l'Affiche rouge. À République, une intervention a rappelé la raison de notre présence dans la rue. Depuis de trop nombreuses années, l'extrême droite radicale tente, avec plus ou moins de succès, de se réunir le 9 mai dans les rues de Paris, au prétexte de la mort d'un de ses militants en 1994. Depuis sept ans, nous nous mobilisons contre cette présence dans la rue. Aujourd'hui, nous nous sommes à nouveau mobilisés pour ne pas leur laisser le champ libre et pour rappeler que ces fascistes sont les mêmes qui attaquent et agressent, en supplétifs du gouvernement, les jeunes, les étrangers, les sans-papiers et le mouvement social.

À proximité du métro Arts-et-Métiers, le collectif d'organisations souhaitait rappeler qu'actuellement l'extrême droite électorale et radicale prospère sur la crise économique. Les plans de licenciements, la précarité ou le chômage de masse imposent au mouvement antifasciste de construire une riposte anticapitaliste. Avant de se disperser, les manifestants ont été invités à jeter 200 roses dans la Seine en souvenir des victimes de l'État français du 17 octobre 1961.

Notre manifestation était la conclusion d'un week-end de mobilisation contre l'extrême droite et ses idées. La veille, plus de 120 personnes ont participé au débat « Comment lutter contre l'extrême droite sur le terrain social » organisé au Salon du livre libertaire. Ce débat fut l'occasion pour un public de tout âge d'échanger sur la situation de l'extrême droite française, de discuter de la manière dont nous pouvons articuler la lutte antifasciste avec les luttes sociales. Karim Chafi, acteur associatif de Chauny, en a profité pour revenir sur les agressions racistes menées par des nazi-skins dans sa ville, tandis que Didier Bernard, syndicaliste à Continental, a saisi cette occasion pour dénoncer les tentatives de récupération des luttes ouvrières par l'extrême droite.

Les forces antifascistes mobilisées ce week-end à Paris n'en resteront pas là !

Communiqué de la Fédération anarchiste

Soutien à la Roquette amère

Depuis quatre ans, la Roquette amère crée son outil de travail ainsi qu'un lieu de vie coopératif et autogéré. Elle est partie de rien : des terres nues et non viabilisées. Aujourd'hui, un verger qui sera productif à partir de l'an prochain, une production de fruits rouges, un fournil avec four à pain, des poules, des logements…

Tout cela après avoir traversé de nombreux obstacles (administratifs, organisationnels, financiers et autres). Désormais, c'est quatre personnes en permanence sur le site et de sept à vingt-cinq personnes entre avril et novembre.

Aujourd'hui, nous avons l'occasion (et la nécessité, à défaut de quoi nous devrons partir) d'acquérir les bâtis et les terres de la ferme de Quimerc'h. Cela permettra de pérenniser le lieu et l'outil, mais également de continuer à développer nos projets (rencontres agripolitiques, projets artistiques et agricoles, ateliers pratiques à l'autogestion).

60 000 euros, c'est le montant qu'il nous faut pour l'achat du lieu et lui assurer une année de fonctionnement. Nos recettes actuelles (vente de pain, fruits rouges en Amap et sur les marchés), qui couvrent tout juste nos dépenses, ne nous permettent pas d'envisager sereinement cet achat. Aussi, pour que vive ce lieu d'accueil et d'échange, nous en appelons à votre soutien.

Merci de diffuser cet appel dans vos réseaux. Au plaisir de vous voir et partager un verre ou un morceau autour de notre table.

Pour plus d'infos, vous pouvez nous joindre au 06 28 82 37 58.

Association Roquette amère
Ferme de Quimerc'h
Route de Quimperlé
29380 Bannalec

***Le Monde libertaire* sur Internet :**
monde-libertaire.fr

Radio libertaire

Jeudi 20 mai

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité, sans s'en tenir à l'événement et en le rapprochant des phénomènes plus généraux qui s'inscrivent dans la durée.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Si vis pacem (18 heures) Hommage à Jean Ferrat. Invité : Claude Vinci.

Entre chiens et loups (20 h 30) L'émission pose un regard particulier sur le milieu spécifique des musiques actuelles et propose d'explorer non seulement l'univers des artistes, mais les confronte également aux difficultés et contraintes imposées par un tel milieu et insiste tout particulièrement sur les multiples casquettes de l'artiste d'aujourd'hui.

Vendredi 21 mai

Petits matins pour le grand soir (8 h 30) Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Les oreilles libres (14 h 30) L'émission recevra le groupe Grands Rapides, pour la sortie de leur premier album sous-titré *Pièce pour voix, guitares et computer*. Il s'agit du nouveau projet de Christophe Ecobichon, autrefois *les Mezues*.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Travailleurs sociaux et professionnels du monde social.

Muzar (22 h 30) Entretien *in situ* avec Éric Cordier autour de ses installations sonores, Lisa Sartorio, plasticienne, entre photo, cinéma, vidéo et ambiguité de la représentation de la réalité, etc.

SoundRadioExperience (minuit) Performance en direct « radio x instruments ». sndradio_x.eklablog.com

Samedi 22 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Comme son nom ne l'indique pas…

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Des contestataires, des libertaires à Cuba… Réflexions et contre-culture. Avec Karel Negrete, Marie-Laure Geoffray et Daniel Pinos.

Nuits off (22 heures) Rencontre avec *Tue ton patron* de Jean-Pierre Levaray (Libertalia), *La révolution du grand renoncement* de Fabien Ollier et Nathalie Vialaneix (Sulliver), *Barcelone* de Miranda Caserio (éditions du Monde Libertaire). Participants comédiens : Sonya Mellah *(La Révolution du Grand Renoncement)*, Nicolas Mourer, Jean-Luc Debry *(Le rat)*, Serge Utgé-Royo.

Dimanche 23 mai

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre Curieux ! Curieux ! Ce vieux Karl Marx est de retour – au théâtre ! Et que dit-il ? Le plus grand bien… de la Commune ! Le plus grand mal… de l'URSS.

Lundi 24 mai

Les Enfants de Cayenne (9 heures) 2 heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Mardi 25 mai

Artracaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité. Thème : Meurtre et peinture.

Les amis d'Orwell (16 heures) Sans-papiers sous contrôle. Invités : des membres du réseau Université sans frontière sur le flicage des sans-papiers.

Idéaux et débats (18 heures) Avec Valérie Tong Cuong, pour *L'ardoise magique* (Stock) et Christophe Bigot, pour *L'hystéricon* (Gallimard).

Paroles d'associations (19 h 30) Le Théâtre d'Ailleurs pour la pièce *Abolitions* qui dénonce la prison et les conditions de (non-)vie qu'elle impose. Avec Loïc Gautelier (auteur et metteur en scène de la pièce) ainsi qu'un ou deux acteurs.

Mercredi 26 mai

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues BB King, toujours en forme.

Wesh t'as vu ? (17 heures) L'émission reprend le principe du microtrottoir afin de sortir la radio dans la rue, et aller à la rencontre d'actions extérieures.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec Monique Dental du Collectif de pratiques et de réflexions féministes « Ruptures », pour son rapport pour la Commission genre et sexualité du Conseil de l'égalité en Ile-de-France (évaluation des politiques de luttes contre les discriminations et inégalités femmes-hommes en Ile-de-France.)

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice Avec pour invité Christophe Delac, ancien détenu, militant à l'OIP et au courrier de Bovet, qui viendra nous parler de l'enfermement.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Les 28-29-30 mai

Cholet, Le May-sur-Evre (49)

4e festival de la BD engagée (eh oui), débat, expos, concert, atelier, dédicaces. Le programme est disponible sur le site : bandesapart.org

Jeudi 20 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : L'érotisme autrement. Second cours : Érotisme et BD. Présentation de Fabien Tillon, journaliste et scénariste qui a écrit plusieurs ouvrages sur la bande dessinée. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris VIIIe

12 h 30. Théâtre du Rond-Point (Paris). Le post-anarchisme expliqué à ma grand-mère. Présentation de Michel Onfray de l'Université populaire de Caen. 2bis, avenue Franklin D. Roosevelt. Entrée libre. Réservation indispensable au 01 44 95 58 81.

Vendredi 21 mai

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston Couté organise un débat sur le thème Médias et pouvoirs, au café l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. yagoa.fr/loiret-libertaire

Samedi 22 mai

Rennes (35)

21 heures. Dans le cadre de son 67e congrès national la Fédération anarchiste (FA) organise un grand meeting intitulé *Ce que disent les anarchistes*. Entrée libre. Trois militants donneront les positions de la FA sur les sujets suivants : actualité sociale en France, position de la FA sur la défense de l'environnement et la décroissance libertaire, position de la FA sur l'actualité internationale, la crise financière du capitalisme et les luttes sociales qui s'y opposent. 22 heures, concert festif avec le groupe bistro-bistro, chanson française jazz manouche. (myspace.com/bistrobistro). Maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne.

Mardi 25 mai

Caen (14)

20 heures. Le groupe sanguin, avec la FSE et la CNT 14, invite à une conférence débat avec Jacques Lesage de La Haye, sur le thème Logiques carcérales, violences étatiques à l'amphi Tocqueville, Campus 1, université de Caen.

Metz (57)

20 heures. Projection d'un documentaire sur la Commune de Paris, La semaine sanglante, suivi d'un débat. Caveau du café Jehanne d'Arc, place Jeanne-d'Arc à Metz. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Les luttes alternatives. Quatrième cours : Athétürk, athéisme & laïcité en France et en Turquie. L'objet de l'association Athétürk est de promouvoir et de défendre par tout moyen, en France et en Turquie, les valeurs communes d'athéisme et de laïcité. Présentation par des membres de l'association. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 29 mai

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée débat autour des logiciels libres et du pourquoi les libertaires s'intéressent à cette philosophie du libre. Le débat sera introduit et animé par des passionnés de Linux. Maison du Royans, 22 rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Rouen (16)

15 heures. Vidéo-débat organisée conjointement par la librairie l'Insoumise, la CNT 76, Rasl'Front Rouen, la Fédération anarchiste, le NPA et Alternative libertaire dans le cadre d'une campagne internationale de soutien aux antifascistes russes. Librairie l'Insoumise : 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 5 juin

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Dérives sécuritaires et recul des libertés individuelles. Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Marseille (13)

17 heures. Causerie-débat sur l'industrie pharmaceutique après projection du documetaire *Les médicamenteurs*, un film de Stéphane Horel, Annick Redolfi et Brigitte Rossigneux. Au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Jeudi 10 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Hugues Lenoir, enseignant à l'université de Nanterre, sera l'invité de la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine, pour un débat autour de ses deux ouvrages *Éduquer pour émanciper* (Éditions CNT-RP, 2009) et *Roorda, ou le zèbre pédagogique* (Éditions du Monde libertaire, 2010). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Les 11 et 12 juin

Royère-de-Vassivière (23)

Une troisième édition du festival du documentaire politique et social en Creuse, Bobines rebelles, se déroulera à Royère de Vassivière/Le Villard. Tout le programme sur le site internet : bobinesrebelles.org

Fresque réalisée par les dessinateurs du *Monde libertaire* lors du Salon du livre libertaire, en mai 2010.